Commune de CHAMONIX

VALLÉE DE CHAMONIX
MONT-BLANC

CHAMONIX-MONT-BLANC

Plan Local d'Urbanisme

ANNEXES SANITAIRES

Eaux Usées
Eaux Pluviales
Eau Potable

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant les projets de PLU et de zonage de l'assainissement volet eaux usées et volet eaux pluviales de la commune de Servoz.

Monsieur Le Président

Février 2026

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY – CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91/Fax: 04.50.01.08.23
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com

EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

PREAMBULE

Les évolutions réglementaires récentes

E.U. → *Collectivités territoriales*

→ Obligation: - d'avoir un Schéma d'Assainissement incluant une programmation de travaux détaillée (**décret 2012-97 du 27/01/2012**)

- d'avoir un Zonage de l'Assainissement passé à l'enquête Publique (**art. L.2224-10 du CGCT**)

→ **Arrêté du 21 juillet 2015** : **Systèmes d'Assainissement** Collectif et d'Assainissement Non Collectif > 20 E.H.

- Les STEP de + de 20 E.H. doivent être conçues et implantées de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.
- Diagnostic Réseau et STEP obligatoire avant le 1er janvier 2020 puis tous les 10 ans maximum.
- Recensement des ouvrages de rétention / infiltration des E.P. tous les 10 ans maximum.
- Les plans des réseaux et branchements doivent être tenus à jour (1 fois par an maximum).

→ **Loi NOTRe**: transfert de la compétence assainissement à l'échelle intercommunale à compter du **1er janvier 2026**

Les évolutions réglementaires récentes

E.P.

Commune

→ **Loi 2014 – 165 du 29 décembre 2014 + décret du 20 août 2015**

Création du Service Public de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (SPGEPU)

- Compétence communale

Rôle:

- Création, exploitation, entretien, renouvellement, extension des ouvrages de collecte, transport, stockage, traitement des E.P.
- Contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des E.P.
- C'est un Service Public Administratif (SPA).
- Compétence limitée aux Réseaux Séparatifs.
- Les Réseaux Unitaires sont gérés par l'EPCI compétant en matière d'Assainissement Collectif.

→ Obligation: - d'avoir un Schéma de Gestion des eaux Pluviales (interprétation de **l'arrêté du 21/07/2015**)

- d'avoir un Zonage Pluvial passé à l'enquête publique (**art. L.2224-10 du CGCT**)

Propriétaires riverains

→ Obligation de maintien d'une **bande végétale de 5m** le long des cours d'eau (**loi Grenelle II → art. L211-14 du code de l'urbanisme**)

Les évolutions réglementaires récentes

A.E.P → *Collectivités territoriales*

- Obligation :
  - d'avoir un Schéma AEP comprenant un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau (**décret 2012-97 du 27/01/2012**) ;
  - d'avoir un Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau avant le 12 juillet 2027 (**décret 2022-1720 du 29/12/2022**) *excepté pour une distribution < 100 m3/j ou moins de 500 habitants* (**arrêté du 03/01/2023**);
  - d'avoir un schéma de distribution (**art. L.2224-7-1 CGCT**) ;
  - de garantir l'accès de chacun à l'eau destinée à la consommation humaine (**décret 2022-1721 du 29/12/2022**).
- **Loi NOTRe**: transfert de la compétence assainissement à l'échelle intercommunale à compter du **1er janvier 2026**.

Les évolutions réglementaires récentes

A.N.C.

P.C.

→ Ajout d'une pièce obligatoire : Attestation de conformité du projet d'installation d'ANC (**décret n°2012-274 du 28/02/2012**).

Vente

→ **Diagnostic ANC** de moins de 3 ans

Obligation de **mise aux normes** de l'installation dans un délai de 1 an

---

R.E.U.T. *Réutilisation des Eaux Usées Traitées*

→ **Arrêté du 2 août 2010, modifié le 5 juillet 2014:**

La réutilisation des E.U. traitées est encouragée pour l'irrigation (issues de dispositif d'ANC ou de Step). L'arrêté du 05/07/2014 fixe les conditions techniques.

R.E.P. *Réutilisation des Eaux Pluviales*

→ La réutilisation des Eaux Pluviales est encouragée:

- Arrosage
- W.C.

→ L'installation de citerne de récupération est encouragée

Rétention des Eaux Pluviales

→ La rétention / Infiltration des eaux pluviales est obligatoire.

Toute nouvelle surface imperméable créée doit être compensée par un dispositif de rétention / infiltration (qui peut être couplé à une citerne de récupération)

VOLET EAUX USEES

Contexte Réglementaire

- **Le Grenelle II**
  - Obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant fin 2013 incluant:
    - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
    - Une programmation de travaux
  - Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.

- **Directive Eaux Résiduaires Urbaines**
- **Loi sur l'eau**

La Loi sur l'eau 2006

↓

Obligation d'Assainissement

Collectif

« L'assainissement est géré par la collectivité qui assure »:

- La collecte
- Le transport

} Réseau EU

- L'épuration → Station d'épuration

Non Collectif

« Chacun gère son installation »

→ Chacun installe et entretien son dispositif de traitement.

« La collectivité n'a qu'un rôle de contrôle »

COLLECTIF

- Est en **assainissement collectif** toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.
- Est raccordable toute habitation qui se situe dans la zone d'assainissement collectif du zonage EU.

NON COLLECTIF

- Est en **assainissement non collectif** toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.

Cas des Mini-stations ou Assainissement Groupé

- **C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité.**
- **La collectivité est alors responsable de l'entretien.**

- **C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une co-propriété.**
- **Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.**

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement collectif**

  Et au même
  - **Règlement d'Assainissement collectif**

- Toute construction non raccordée et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement non collectif**

  Et au même
  - **Règlement d'Assainissement non collectif**

Compétences

Assainissement Collectif

99,5 % des habitations sont raccordables *
(soit +/- 6479 abonnés)

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB)

L'Assainissement Collectif est de la compétence de la CCVCMB via la RAVCMB (Régie d'Assainissement de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc) créée le 1er janvier 2015.

- Règlement intercommunal d'assainissement collectif existant (approuvé le 17/03/2015)
- Les habitations raccordées sont soumises à une redevance d'assainissement collectif:
  - Part Fixe
  - Part Variable
- PFAC**: Pour les constructions existantes et pour les constructions neuves

Assainissement Non Collectif

0,5 % des habitations non raccordables*
(soit +/- 34 abonnés)

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB)

Depuis 2015, l'Assainissement Non Collectif est de la compétence de la CCVCMB via la RAVCMB.

Le SPANC assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif

- Règlement intercommunal d'assainissement non collectif existant (approuvé le 17/03/2015).
- Redevances d'assainissement non collectif:
  - Contrôle de l'existant
  - Contrôle de l'existant en cas de vente
  - Contrôle avant remblaiement pour les installations neuves

* Est raccordable toute personne qui a le collecteur EU (public ou privé) en limite de propriété et qui se situe dans la zone d'assainissement collectif du zonage EU.
** PFAC :Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif

Etudes existantes

- Diagnostic du réseau d'assainissement réalisé dans le cadre du SDA de Chamonix cabinet SAFEGE – Octobre 2014 et Juillet 2015 .
  - Les phases 1 et 2 de l'étude ont permis de quantifier les apports provenant respectivement de la commune de Chamonix. Elles donnent également une première idée des zones de dysfonctionnement du réseau de Chamonix.
  - La phase 3 a permis d'identifier les anomalies structurelles importantes sur certains collecteurs, pouvant expliquer en partie les quantités importantes d'eaux claires parasites. Des inspections caméra, des tests à la fumée et des contrôles ont été réalisé pour cette phase d'étude.

- Schéma Directeur d'Assainissement réalisé par le cabinet SAFEGE – Novembre 2015.
  - Une carte de zonage définit pour l'ensemble du territoire communal les secteurs relevant de l'assainissement collectif et les secteurs relevant de l'assainissement non collectif
  - La phase 4 a permis de définir une programmation de travaux.

- Un Schéma Directeur d'Assainissement à l'échelle de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc est en cours de réalisation.

Zonage de l'assainissement actuel

3 Types de Zones

Zones d'Assainissement Collectif Existantes

+/-99,5 % des installations

(+/- 6479 habitations)

La zone d'assainissement collectif couvre l'ensemble du territoire urbanisé.

La majorité des collecteurs sont séparatifs.

Station d'épuration de Chamonix/Les Houches/Servoz :

- Les Trabets de 65 000 EH.

Zones d'Assainissement Non Collectif

+/- 0,5 % des installations (+/- 34 habitations)

Zones d'Assainissement Collectif Futures

Absence de projets d'extension du réseau EU sur la commune.

Zones d'Assainissement Non Collectif maintenues

+/- 0,5 % des installations actuellement en ANC (+/- 34 habitations)

Pas de projet d'Assainissement Collectif programmé à l'heure actuelle.

Les zones ou hameaux concernés correspondent à des habitations isolées en dehors des zones urbanisables:

✓Chalets, refuges et buvettes d'alpage

Zone d'assainissement collectif existante:

- **Détail de la zone**

  - 99,5 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.

  - Le réseau EU est majoritairement séparatif et mesure +/- 83,70 km (dont 293 ml de réseau en refoulement). Il existe +/- 9 km de réseau unitaire.

  - Le diagnostic des réseaux d'assainissement de Chamonix Mont-Blanc a mis en évidence d'importants volumes d'eaux claires parasites transitant dans les conduites et constituant la problématique majeure du fonctionnement des réseaux.

    Un programme de travaux de 60 actions a été proposé à la Collectivité en lien avec les conclusions des différentes phases de l'étude. Il vise prioritairement à supprimer un maximum d'eaux claires parasites permanentes par la réfection de regards non étanches, ou encore la réhabilitation ou le renouvellement de canalisations présentant des anomalies structurelles identifiées par des inspections vidéo.

    Ces différentes actions ont été hiérarchisées par ordre de priorité et réparties dans le temps, afin de constituer un échéancier de travaux basé sur les capacités d'investissement annuelles de la Collectivité.

  - Les eaux usées collectées sont envoyées pour y être traitées à la station d'épuration de Chamonix/Les Houches/Servoz – Les Trabets. La STEP se trouve sur la commune des Houches. Le traitement des eaux est assuré en Régie.

Zone d'assainissement collectif existante:

- **Remarques relatives aux réseaux privés d'assainissement**

  - Dans certains cas particuliers, le réseau public d'assainissement peut être rejoint via des réseaux d'assainissement privés. Dans ce cas, pour se raccorder au réseau d'assainissement, il appartient aux pétitionnaires d'obtenir un droit d'usage auprès du propriétaire du réseau privé.

  - En cas de raccordement au réseau public via un réseau privé, il appartient au pétitionnaire de fournir au service gestionnaire du réseau public :
    - un plan masse des réseaux et branchements privés,
    - le diamètre de toutes les canalisations utilisées,
    - une inspection télévisée (ITV) réalisée par un prestataire commandé ou recommandé par la collectivité au frais du pétitionnaire,
    - et la copie des droits d'usage des canalisations pré-existantes réutilisées ou servant au transit des effluents .

Zone d'assainissement collectif existante:

- **Station d'épuration**

STEP	RECOIT LES EFFLUENTS DE:	FILIERE DE TRAITEMENT	CAPACITE NOMINALE	CHARGE max ENTRANTE	MILIEU RECEPTEUR
STEP des Trabets située aux Houches	↳**Chamonix** ↳Les Houches ↳Servoz	physico-chimique puis biologique	65 000 EH 16 700 m3/j	23 183 E.H (donnée RPQS 2024) 52 557 E.H (Charge maximale donnée 2024 Portail Assainissement (https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr)	L'Arve

La station d'épuration des Trabets est soumise aux variations de saisons touristiques. En 2024, les rendements sont conformes à la réglementation, sauf quelques dépassements en NH4.

Selon le SDA en cours de réalisation, le débit moyen entrant à la STEU est près de 3 fois supérieur au débit théorique rejeté au réseau EU. Cela signifie donc que les réseaux d'eaux usées sont soumis aux eaux claires parasites.

Un programme de travaux de 60 actions a été proposé à la Collectivité pour réduire ces eaux claires aussi bien permanentes que météoriques.

<u>Devenir des boues d'épuration</u> :

Les boues produites par les STEP sont éliminées par incinération.



Station d'épuration des Trabets

Zone d'assainissement collectif existante

Afin d'estimer la charge future à traiter à la STEU, il est nécessaire d'estimer l'évolution de la population sur le territoire de la Communauté de Communes de la Vallée Chamonix-Mont-Blanc.

Ce territoire est particulier en raison de la fréquentation touristique.

- **Population touristique moyenne annuelle**

La population touristique actuelle est recensée par l'INSEE, elle doit être pondérée par les taux de remplissage moyens annuels obtenus à partir des données touristiques de Savoie – Haute Savoie.

	Chambres d'hôtel	Emplacements de camping	Autres hébergements (nombre de lits)
Chamonix	2220	931	2746
Les Houches	314	20	735
Servoz	6	0	0
Taux de remplissage	0,51	0,18	0,23

- **Projections de population moyenne annuelle**

A partir des données des populations permanentes et touristiques *(Croissance estimée selon le PLU de 1% pour les communes de Chamonix et Les Houches et de 1,5% pour la commune de Servoz + 170 lits touristiques supplémentaires par an aux Houches jusqu'en 2027)* et du taux de remplissage, on obtient la projection suivante :

	2024		2036		2046	
	Permanente	*Touristique*	*Permanente supplémentaire*	*Touristique en plus*	*Permanente supplémentaire*	*Touristique en plus*
Chamonix	8995	8550	+ 1141	0	+ 1060	0
Les Houches	3306	2522	+ 419	+ 510	+ 390	0
Servoz	1130	157	+ 221	0	+ 217	0

Zone d'assainissement collectif existante

- **Projections des quantités d'eaux collectées**

CAPACITE NOMINALE	Population moyenne raccordée en 2024	Charge entrante moyenne (DBO5) 2022-2024	Charge entrante moyenne estimée en 2036	Charge entrante moyenne estimée en 2046
65 000 EH	24 660 habitants	26 653 EH	28 944 EH	30 611 EH
CAPACITE NOMINALE	Population de pointe* raccordée en 2024	CBPO** moyenne 2022-2024	Charge entrante maximale estimée en 2036	Charge entrante maximale estimée en 2046
65 000 EH	43 453 habitants	57 889 EH	60 180 EH	61 847 EH

* Le surplus d'habitants en pointe par rapport à la situation moyenne présentée ci-avant est estimé en considérant :

- une consommation d'eau potable domestique 1,8 fois plus importante en pointe qu'en moyenne annuelle (source SDAEP),
- et une dotation de 107 l/j/hab (source SDAEP).

** CBPO : Charge (y compris déversoir d'orage en tête et bypass) journalière moyenne de la semaine de l'année la plus chargée admise dans la station de traitement des eaux usées à l'exclusion des bilans considérés comme situation inhabituelle.

La charge maximale entrante à la STEP peut dépasser très occasionnellement sa capacité nominale (6 jours en 3 ans sur les années 2022-2024). Mais la semaine la plus chargée de ces 3 dernières années reste toujours inférieure à la charge nominale. De plus, ces charges occasionnelles élevées n'ont généré aucun dépassement des normes de rejet.

Zone d'assainissement collectif existante:

- **Technique**
  - La CCVCMB prend à sa charge l'entretien des réseaux de collecte et de transit.
  - La CCVCMB assure le traitement des eaux usées de Chamonix en Régie.

- **Réglementation**
  - Toutes les habitations existantes doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
  - Toute construction nouvelle ou tout bâtiment industriel doivent être raccordés au réseau collectif d'assainissement. Tout rejet autre que domestique doit avoir une autorisation de déversement dans le réseau public délivrée par la collectivité.
  - L'assainissement non collectif ne peut être toléré que sur dérogation pour des cas particuliers techniquement ou financièrement « difficilement raccordables ».
  - Le défaut de raccordement donne la possibilité de doublement de la redevance d' Assainissement Collectif.
  - Le règlement d'assainissement collectif est intercommunal.

- **Financier:**
  - Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la redevance d'assainissement Collectif.
  - Depuis le 1er juillet 2012: toute construction nouvelle, toute extension d'une construction existante ou toute construction existante se raccordant au réseau EU implique le versement à la collectivité de la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif).

- **Incidence sur l'urbanisation:**
  - Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation (sous réserve des capacités de traitement de la STEP et sous réserve des capacités de collecte du réseau).

Zone d'assainissement non collectif (ANC):

- **Justification du choix de l'assainissement non collectif:**
  - Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
  - Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement) à l'échelle du PLU.
  - La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement dispersé.
    - Ces zones restent donc de fait en assainissement non collectif à l'échelle du PLU.

Assainissement non collectif

- **Réglementation:**
  - Depuis le 1er janvier 2015, la Communauté de Communes a créé la Régie d'Assainissement de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (RAVCMB) qui a en charge le SPANC. Le règlement intercommunal d'assainissement non collectif a été approuvé le 17/03/2015.
  - **Conditions Générales:**
    - Toutes les habitations existantes doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).
    - La mise en conformité des installations est obligatoire.
    - Toute construction nouvelle doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.
    - Toute extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.

Assainissement non collectif

- **Conditions Générales d'implantation des dispositifs d'ANC:**

Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au PLU):

- La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (fosse septique, filtre à sable ou autres dispositifs agréés, dispositif d'infiltration dans les sols) doit être implanté à l'intérieur de la superficie constructible, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles).
- **En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.**
- **Surface minimum requise:**
  - Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des:
    - Reculs imposés selon la nature de l'ouvrage,
    - Règles techniques d'implantation.

Pour toute construction existante (quel que soit le classement au PLU):

- La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur n'importe quelle parcelle, quelque soit son classement au PLU (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) dans le respect des normes et règlement en vigueur.

⇨ **L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus de changement de destination d'anciens bâtiments (corps de ferme).**

Assainissement non collectif

- **Choix de la filière selon l'aptitude des sols:**

- Pour les parcelles bâties (habitations existantes): en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, un dispositif adapté pourra être toléré (en accord avec le service de contrôle). Dans ce cas la capacité habitable ne pourra être augmentée.

- Pour les parcelles non bâties: en cas d'impossibilité technique de réaliser un dispositif complet, le Permis de Construire doit être refusé.

- Choix du dispositif : Lors de l'instruction de tout projet d'assainissement non collectif, le SPANC demande au pétitionnaire une étude de faisabilité justifiant la conception et l'implantation du dispositif.

Assainissement non collectif

Possibilités de rejet selon l'aptitude des milieux:

- Pour les habitations existantes:
  - Les possibilités de rejet sont tolérées pour les habitations existantes dans la limite du logement existant.

- Pour les constructions neuves, toute création de nouveaux logements, changement de destination de bâtiment:

  - Il appartient aux pétitionnaires de réaliser une étude de conception du dispositif d'assainissement non collectif et de vérifier les possibilités d'infiltration dans les sols dans le respect de la règlementation en vigueur.

  - En cas d'impossibilités d'infiltration, un rejet des eaux usées traitées pourra être envisagé selon l'état de saturation du milieu récepteur.

- En cas d'absence de possibilité de rejet et de possibilité d'infiltration dans les sols, aucune création de nouveau logement ne peut être autorisé.
- La création des collecteurs nécessaires à l'évacuation des effluents des dispositifs d'assainissement non collectif reste à la charge de chaque pétitionnaire.

Assainissement non collectif

- **Incidence sur l'urbanisation:**
  - La poursuite de l'urbanisation est conditionnée par les possibilités d'Assainissement Non Collectif.

- **Pour la CCVMB :**
  - Le contrôle des installations est obligatoire.
  - La RAVCMB doit effectuer le contrôle des nouvelles installations:
    - Au moment du permis de construire,
    - Avant recouvrement des fouilles.
  - La RAVCMB doit effectuer le contrôle des installations existantes de façon périodique sans excéder **10 ans**. Ce contrôle devait être effectué au plus tard le **31 décembre 2012**.

Assainissement non collectif

- **Pour les particuliers:**
  - La mise aux normes est obligatoire.
  - En cas de non-conformité de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un délai de 4 ans pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle.
  - Toute nouvelle demande de PC sur du bâti existant implique la mise aux normes du dispositif d'assainissement. Une attestation de conformité du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
  - En cas de vente, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un délai de 1 an après l'acte de vente pour procéder aux travaux de mise en conformité.
  - Sont à la charge du particulier:
    - Les frais de mise en conformité,
    - Les frais de vidange et d'entretien des installations,
    - La redevance de l'ANC qui sert à financer le contrôle,
    - Les études de définition de filière (étude de faisabilité).

VOLET EAUX PLUVIALES

Introduction

- Le présent document a été établi conjointement à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Chamonix, sur la base d'une réunion de travail avec les élus et services techniques le 11 janvier 2022.

- Ce document comprend:

1. Un rappel réglementaire lié aux eaux pluviales,

2. Des préconisations de gestion des eaux pluviales,

3. Un diagnostic des problèmes connus liés aux eaux pluviales,

4. Une mise en évidence des secteurs potentiellement urbanisables et l'examen de leur sensibilité par rapport aux eaux pluviales,

5. Des travaux a effectuer sont proposés pour résoudre les problèmes liés aux eaux pluviales et des recommandations sont formulées pour limiter l'exposition aux risques et éviter l'apparition de nouveaux dysfonctionnements,

6. Une réglementation « eaux pluviales » est proposée pour gérer et compenser les eaux pluviales des nouvelles surfaces imperméabilisées.

1. Contexte réglementaire

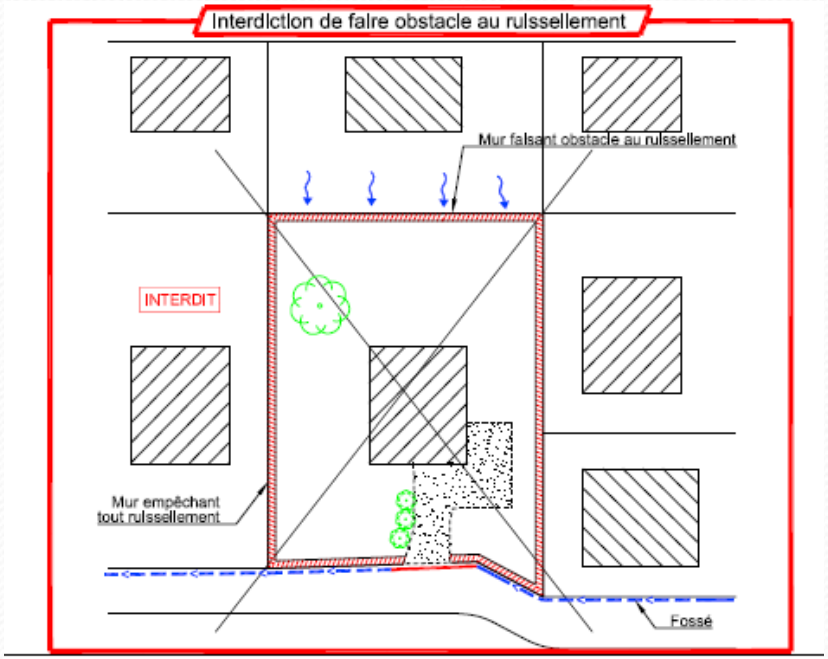
- L'article L. 2224-10 (modifié par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) du code général des collectivités territoriales relatif au zonage d'assainissement précise que « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

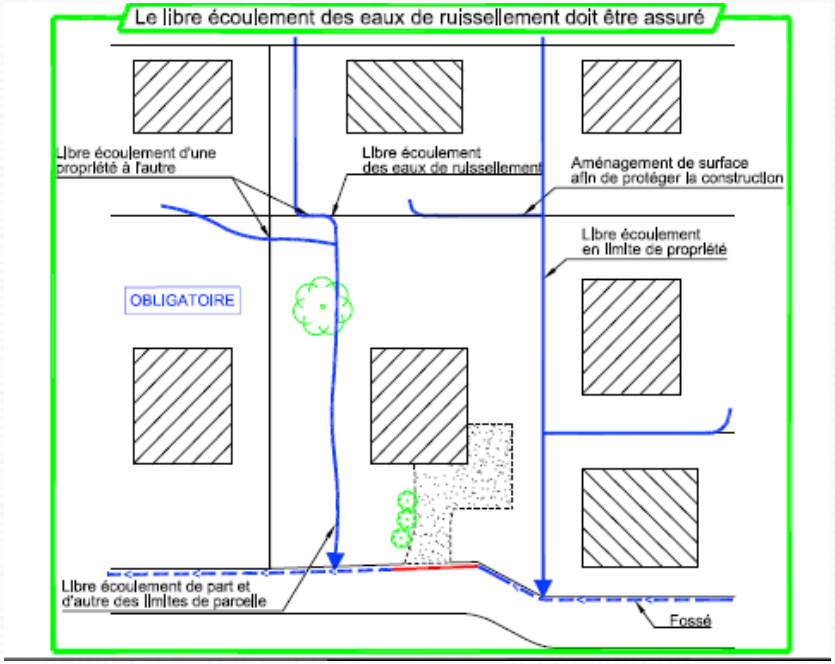
  - Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,

  - Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ».

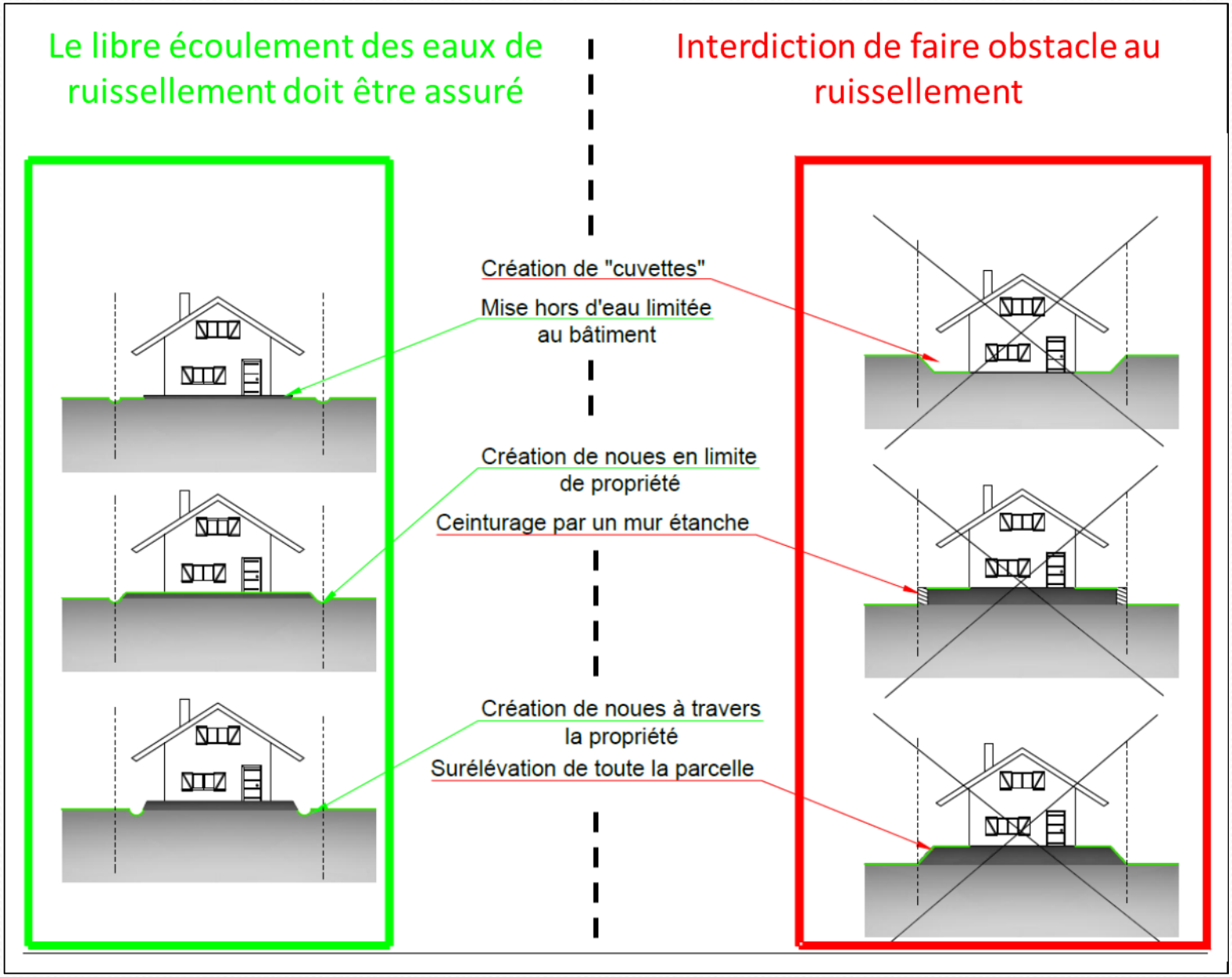
1. Contexte réglementaire

- Le code civil définit le droit des propriétés sur les eaux de pluie et de ruissellement.
  - Article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ».
  - Article 641 : « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds ».
  - Article 681 : « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin ».



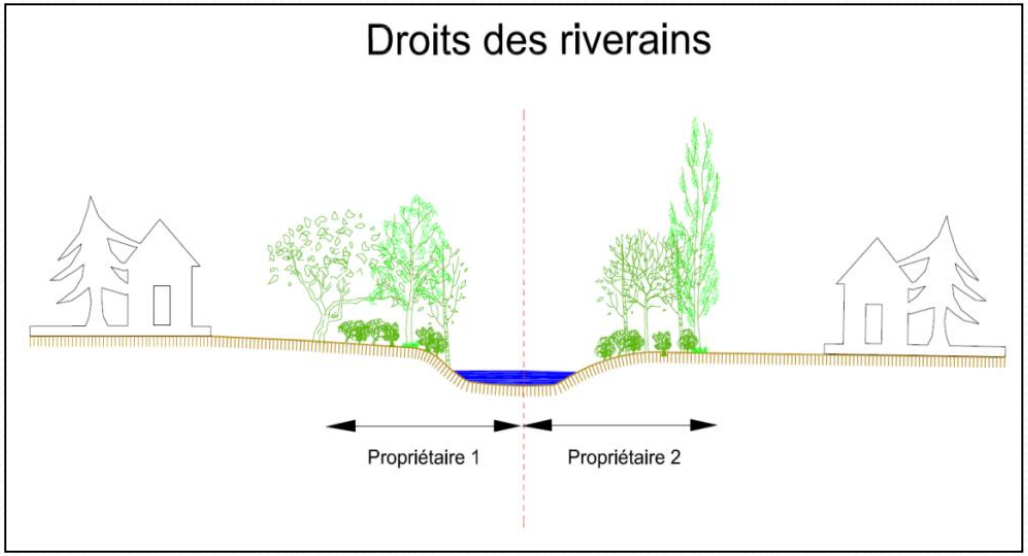


1. Contexte réglementaire



1. Contexte réglementaire

- Le code de l'environnement définit les droits et les obligations des propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux
  - Article L.215-2 : propriété du sol: « Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit…».



  - Article L.215-14 : obligations attachées à la propriété du sol: le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore, dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

1. Contexte réglementaire

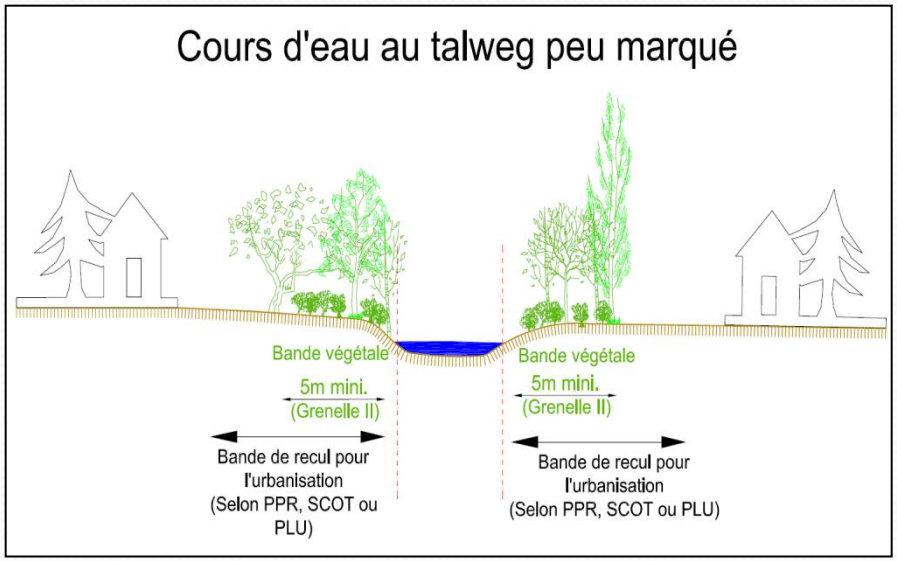
- Sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R 214-1 du code de l'environnement :

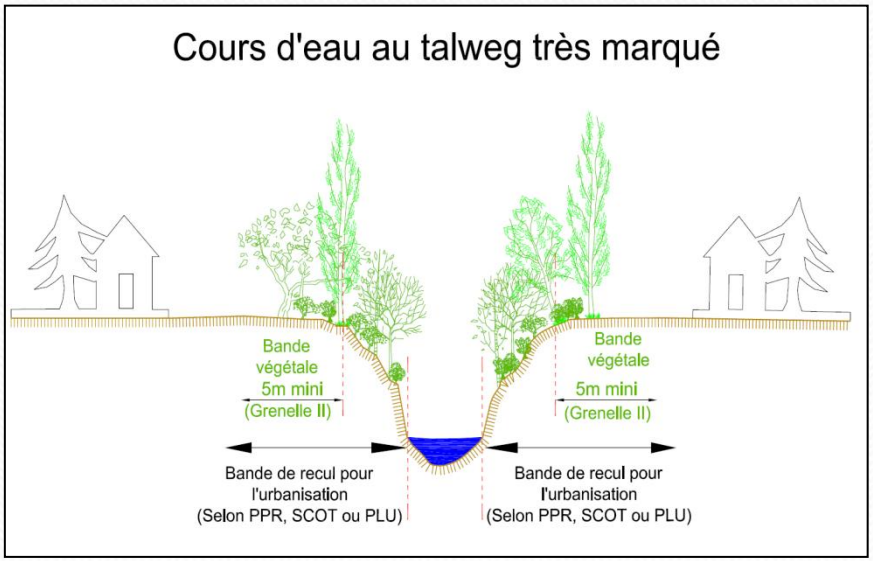
  - 2.1.5.0 : rejet d'eaux pluviales (S > 1 ha).
  - 3.1.1.0 : installations, ouvrages, remblais, épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau.
  - 3.1.2.0 : modification du profil en long ou le profil en travers du lit mineur, dérivation.
  - 3.1.3.0 : impact sensible sur la luminosité (busage) (L > 10 m).
  - 3.1.4.0 : consolidation ou protection des berges (L > 20 m).
  - 3.1.5.0 : destruction de frayère.
  - 3.2.1.0 : entretien de cours d'eau.
  - 3.2.2.0 : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau (S > 400 m2).
  - 3.2.6.0 : digues.
  - 3.3.1.0 : assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides.
  - …

1. Contexte réglementaire

- **Grenelle II**

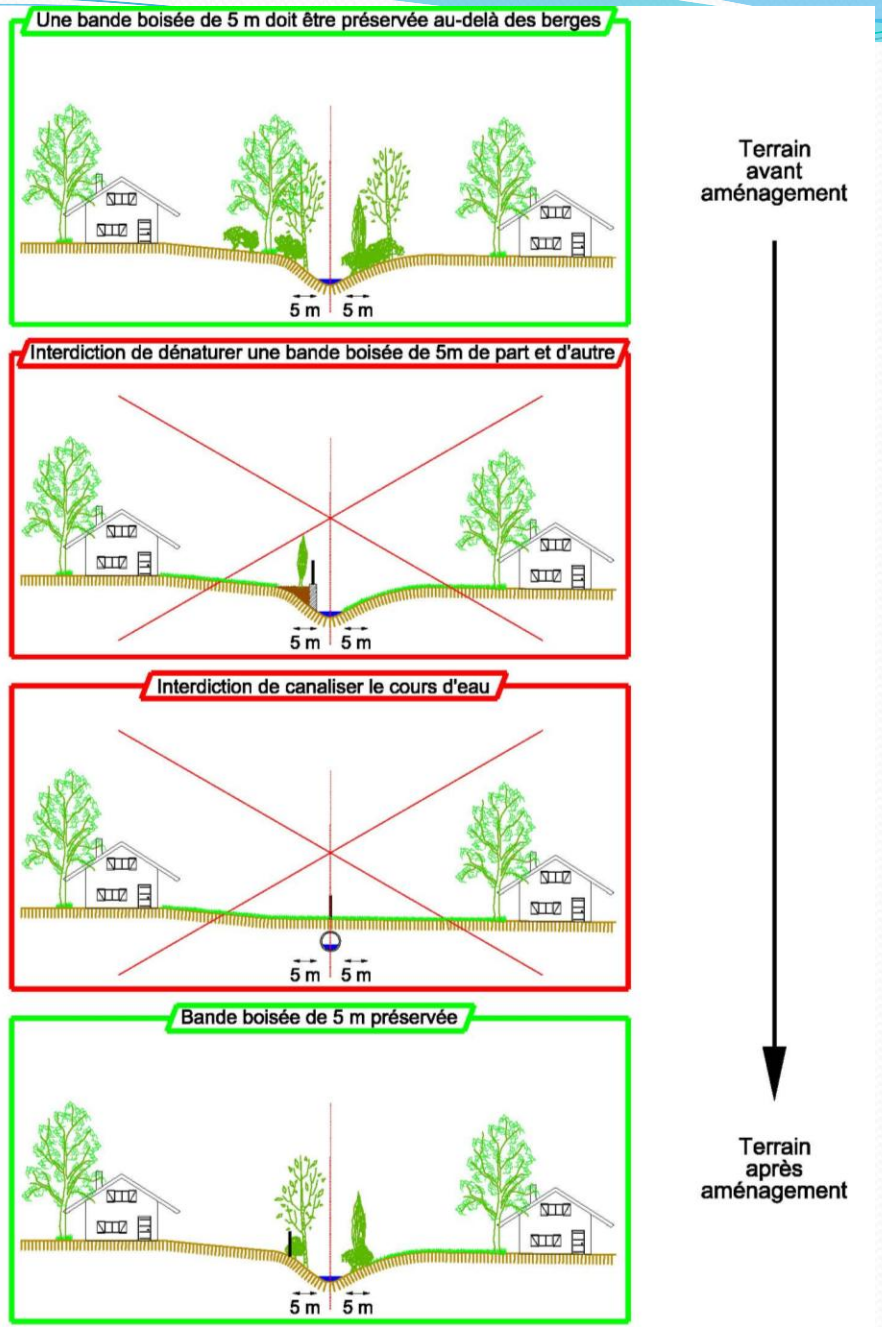
- En ce qui concerne la protection des espèces et des habitats, le Grenelle II instaure l'obligation suivante :
  - Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 ha, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de maintenir une bande végétale d'au moins 5 m à partir de la rive.





- <u>Remarque</u>:
  - En plus de cette bande végétale, il convient de respecter un recul pour les constructions, remblais, etc… Conventionnellement, un recul de 10 m est préconisé. Lorsqu'elles existent, les préconisations du PPR prévalent ou à défaut celles du SCOT ou encore celles du règlement du PLU.

1. Contexte réglementaire



1. Contexte réglementaire

- La commune de Chamonix fait partie du périmètre du SAGE Arve. Toute action engagée doit donc respecter les préconisations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (**SDAGE RM**).

➢ **Extrait du Programme de mesures du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027:**

Arve - HR_06_01		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	ZPN
AGR0804	Réduire la pression phosphorée et azotée liée aux élevages au-delà de la Directive nitrate	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE SUB
Prélèvements d'eau		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération du régime hydrologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE ZPN
MIA0305	Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE

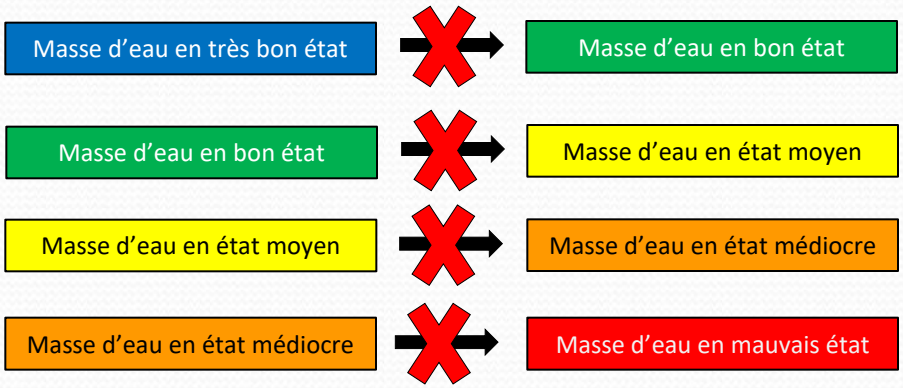
1. Contexte réglementaire

RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0203	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération de la morphologie		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE ZPN
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	ZPN
Altération de la continuité écologique		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE ZPN
Autres pressions		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	ZPN

1. Contexte réglementaire

- La **Directive Cadre Européenne sur l'Eau** (DCE, 2000) fixe les objectifs environnementaux pour les milieux aquatiques suivants:
  - Atteindre le bon état écologique et chimique d'ici 2015,
  - Assurer la continuité écologique des cours d'eau,
  - Ne pas détériorer l'existant.

- Traduction de **l'objectif de non dégradation** dans le SDAGE 2016-2021:



Objectifs généraux :

- Préserver la fonctionnalité des milieux en très bon état ou en bon état
- Éviter toute perturbation d'un milieu dégradé qui aurait pour conséquence un changement d'état de la masse d'eau
- Préserver la santé publique

↳ Appliquer le principe « éviter – réduire – compenser »

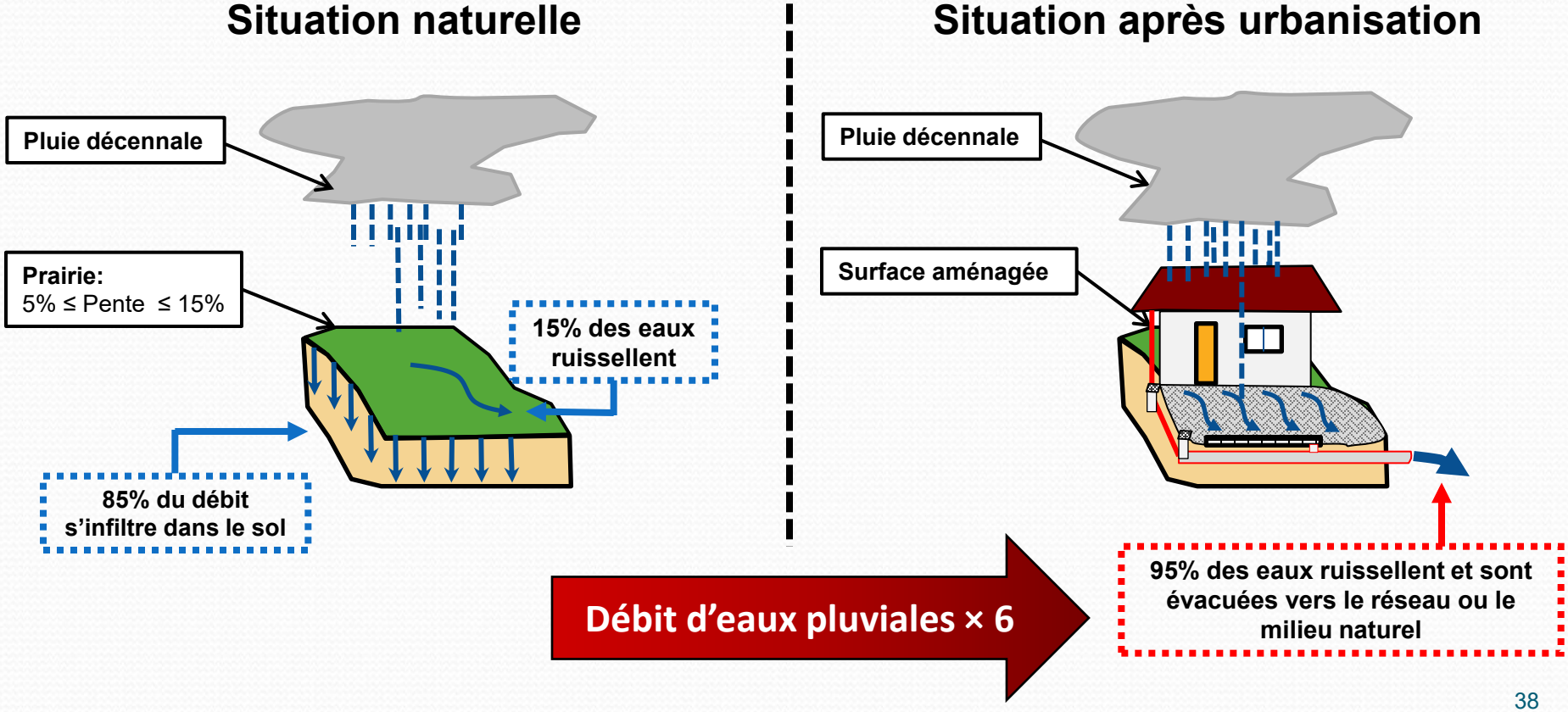
2. Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau

Pour l'ensemble des projets et règlements établis pour la gestion des eaux pluviales, les dimensionnements et calculs sont effectués sur la base d'une pluie décennale.

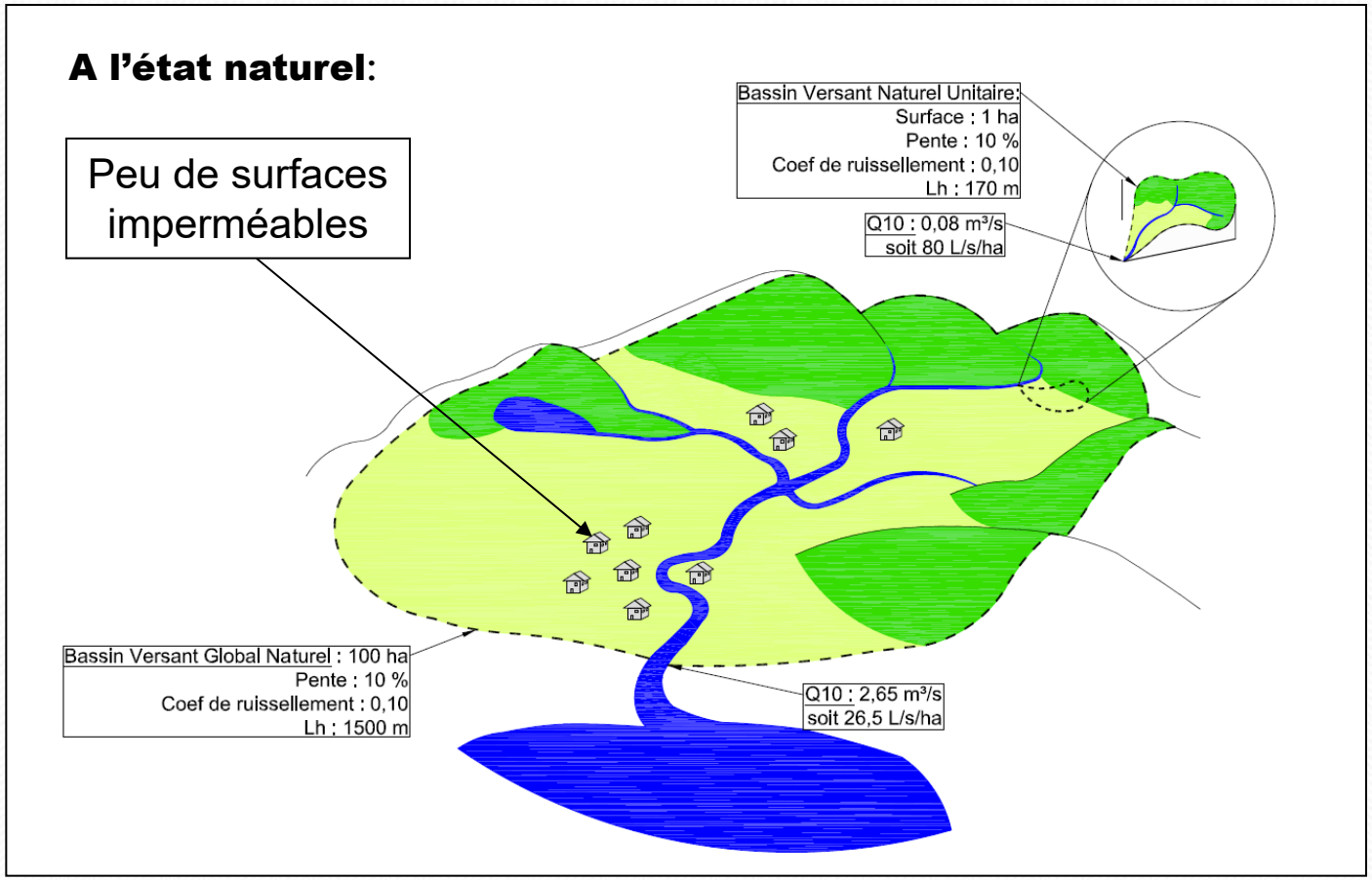
Pluie décennale: Statistiquement, c'est la pluie la plus forte qui se produit en moyenne tous les dix ans.

Approche à l'échelle d'une parcelle :

Impact de l'urbanisation sur l'écoulement des eaux pluviales:



Approche à l'échelle du bassin versant – Etat naturel:

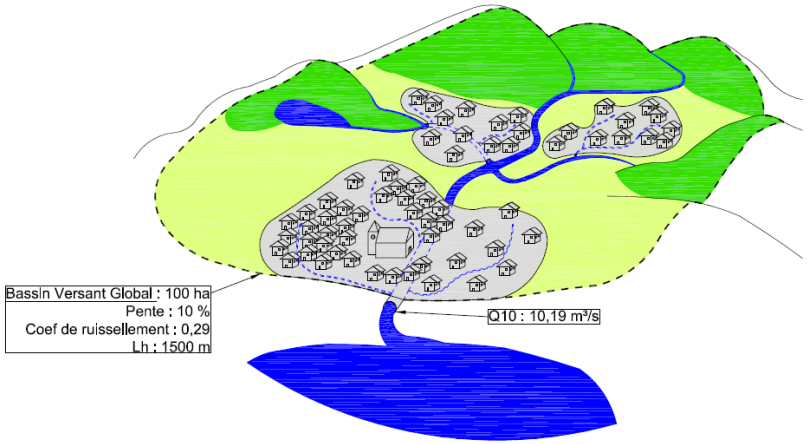


Amortissement de la crue par le bassin versant → **Débit de crue total = 1/3 de la somme des débits des BV unitaires**

Approche à l'échelle du bassin versant – Après urbanisation et densification:

1 - Bassin versant après urbanisation:

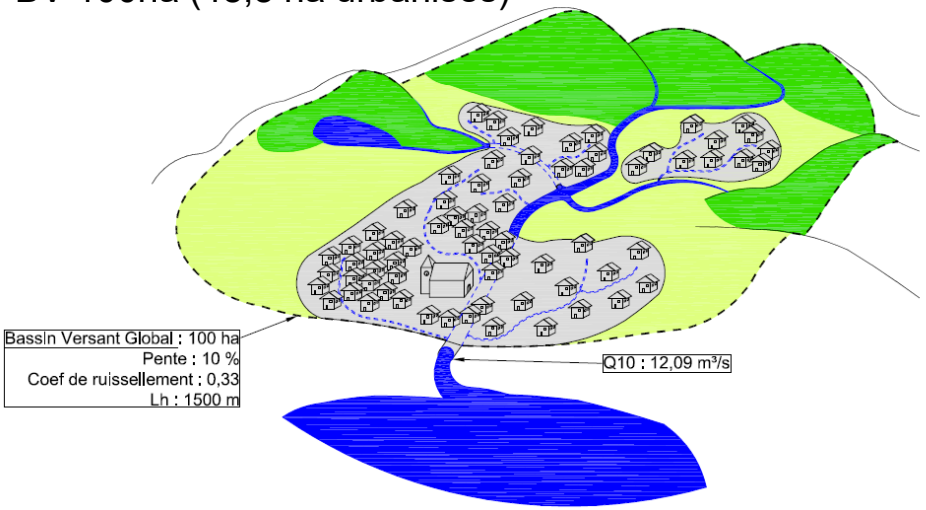
BV 100ha (40 ha urbanisés)



2 – Bassin versant après densification:

Avec un taux de croissance de 2%/an

BV 100ha (48,8 ha urbanisés)



URBANISATION

Débit décennal naturel × 4

DENSIFICATION

(Débit décennal naturel × 4) + 20%

2. Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau

- La politique de gestion de l'eau doit être réfléchie de façon
  - intégrée en considérant
    - tous les enjeux (inondations, ressources en eau, milieu naturel…)
    - et tous les usages (énergie, eau potable, loisirs…)
  - et globale (à l'échelle du bassin versant).

- Cette politique globale de l'eau, dans le cadre de la gestion des inondations notamment
  - ne doit plus chercher à évacuer l'eau le plus rapidement possible, ce qui est une solution locale mais ce qui aggrave le problème à l'aval,
  - au contraire doit viser à retenir l'eau le plus en amont possible.

- Les communes ont une responsabilité d'autant plus grande envers les communes aval qu'elles sont situées en amont du bassin versant.

2. Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau

- Les actions suivantes peuvent être entreprises :
  - Préserver les milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides) dans leur état naturel. En effet les milieux aquatiques ont des propriétés naturelles d'écrêtement. L'artificialisation de ces milieux (chenalisation des rivières, remblaiement des zones humides…) tend à accélérer et concentrer les écoulements.
  - Préserver/restaurer les champs d'expansion des crues: cette action peut être facilitée par une politique de maîtrise foncière.
  - Favoriser les écoulements à ciel ouvert : préférer les fossés aux conduites ou aux cunettes, préserver les thalwegs.
  - Compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention et/ou d'infiltration. En effet l'imperméabilisation tend à diminuer l'infiltration et à augmenter le ruissellement. Cette action peut être mise en œuvre par l'intermédiaire d'un règlement eaux pluviales communal.
  - Orienter les choix agricoles en incitant à éviter les cultures dans les zones de fortes pentes, à réaliser les labours perpendiculairement à la pente, à préserver les haies…
  - Veiller au respect de la législation dans le cadre de la réalisation de travaux notamment la loi sur l'eau.
- La rétention amont, axe majeur de la gestion des inondations à l'échelle du bassin versant, joue également un rôle important pour la qualité de la ressource en eau.

2. Axes de réflexion pour une gestion cohérente de l'eau

- Exemples de mesures concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales :

- Des mesures de limitation de l'imperméabilisation des sols :
  - Imposer un minimum de surface d'espaces verts dans les projets immobiliers sur certaines zones.
  - Inciter à la mise en place de solutions alternatives limitant l'imperméabilisation des sols (parkings et chaussées perméables).

- Des mesures pour assurer la maîtrise des débits :
  - Inciter à la rétention des E.P à l'échelle de chaque projet, de telle sorte que chaque projet, petit ou plus important, public ou privé, intègre la gestion des eaux pluviales.

- Le ralentissement des crues :
  - En lit mineur: minimiser les aménagements qui canalisent les écoulements.
  - En lit majeur: préserver un espace au cours d'eau.

- Des mesures de prévention :
  - Limiter l'exposition de biens aux risques.
  - Ne pas générer de nouveaux risques (par exemple des dépôts en bordure de cours d'eau sont des embâcles potentiels).

3. Diagnostic

- **Compétences**

➢ Réseaux:

- D'après l'article L2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion des eaux pluviales correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relavant des communes, dénommé **service public de gestion des eaux pluviales urbaines**.
- La gestion des eaux pluviales est de la compétence de la commune de Chamonix.
- Le Conseil Départemental a la gestion des réseaux EP liés à la voirie départementale, en dehors des zones d'agglomération.

➢ Milieux aquatiques:

- Un SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est en phase d'approbation sur l'ensemble du bassin versant de l'Arve (incluant ses affluents majeurs: Le Giffre, Le Borne et le Bronze).
- Un contrat de milieux est également en émergence sur l'Arve (second contrat).
- À compter du 1er janvier 2016, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles attribue au bloc communal une compétence exclusive et obligatoire relative à la **g**estion des **m**ilieux **a**quatiques et la **p**révention des **i**nondations (**GEMAPI**). Cette compétence est assurée sur le territoire communal de Chamonix par le SM3A (Syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses Abords).

Rappel des obligations et responsabilités des acteurs concernant la compétence GEMAPI:

Les collectivités territoriales	• Clarification de la compétence: la loi attribue une compétence exclusive et obligatoire (auparavant missions facultatives et partagées) de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à la commune, avec transfert à l'EPCI à fiscalité propre. • Renforcement de la solidarité territoriale: les communes et EPCI à fiscalité propre peuvent adhérer à des syndicats mixtes en charge des actions de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et peuvent leur transférer/déléguer tout ou partie de cette compétence. • Les communes et EPCI à fiscalité propre pourront lever une taxe affectée à l'exercice de la compétence GEMAPI.
Les pouvoirs de police du maire	Assure les missions de police générale (comprenant la prévention des inondations) et de polices spéciales (en particulier la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet), ainsi que les compétences locales en matière d'urbanisme. À ce titre, le maire doit: • Informer préventivement les administrés • Prendre en compte les risques dans les documents d'urbanisme et dans la délivrance des autorisations d'urbanisme • Assurer la mission de surveillance et d'alerte • Intervenir en cas de carence des propriétaires riverains pour assurer le libre écoulement des eaux • Organiser les secours en cas d'inondation
Le gestionnaire d'ouvrage de protection	L'EPCI à fiscalité propre devient gestionnaire des ouvrages de protection, la cas échéant par convention avec le propriétaire, et a pour obligation de: • Déclarer les ouvrages mis en œuvre sur le territoire communautaire et organisés en un système d'endiguement • Annoncer les performances de ces ouvrages avec la zone protégée • Indiquer les risques de débordement pour les hauteurs d'eaux les plus élevées
Le propriétaire du cours d'eau (privé ou public)	• Responsable de l'entretien courant du cours d'eau (libre écoulement des eaux) et de la préservation des milieux aquatiques situés sur ses terrains (au titre du code de l'environnement) • Responsable de la gestion de ses eaux de ruissellement (au titre du code civil)
L'Etat	Assure les missions suivantes: • Élaborer les cartes des zones inondables • Assurer la prévision et l'alerte des crues • Élaborer les plans de prévention des risques • Contrôler l'application de la réglementation en matière de sécurité des ouvrages hydrauliques • Exercer la police de l'eau • Soutenir, en situation de crise, les communes dont les moyens sont insuffisants

- **Plans et études existants :**

  - La commune de Chamonix dispose d'un plan du réseau d'eaux pluviales au format SIG.
  - Une Carte d'Aptitude des Sols à l'Infiltration des Eaux Pluviales (CASIEP) a été réalisée sur l'ensemble du territoire urbanisé (Cabinet Nicot - 2024). Pour déterminer l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales plusieurs éléments ont été pris en compte: la géologie de la commune, le PPRn, la topographie des lieux, la densité de l'urbanisation, les possibles risques de sinistres aval (résurgences chez un tiers et/ou déstabilisation), la présence de zone protégée (Captage d'eau potable, ZNIEFF, Zone Humide, etc..).

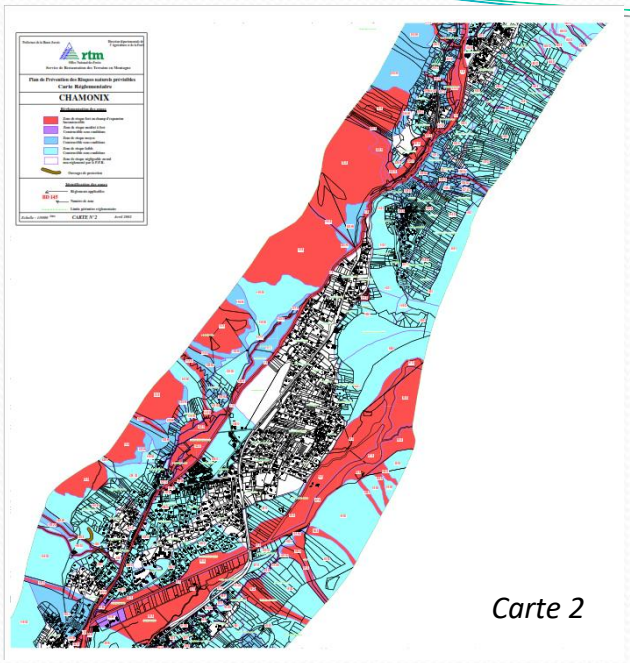
- **Risques**

  - La commune est soumise à un **Plan de Prévention des Risques Mouvements terrain, crues torrentielles et inondations** (PPR) **approuvé le 17/05/2002**.
  - Le PPR approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers. Il doit être annexé au PLU.
  - La commune est soumis également à un PPR Avalanches approuvé le 28/05/2015.

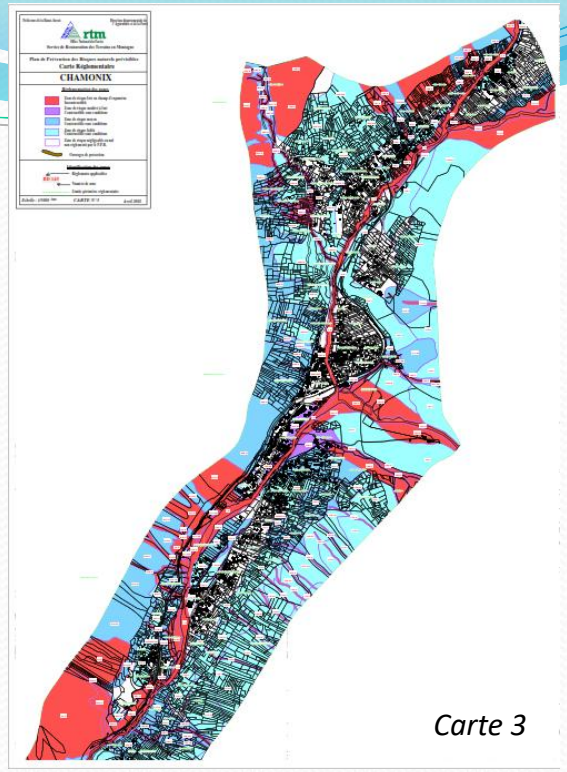
    ➢ Remarque:

    Des épisodes d'inondations et coulées de boue ont fait l'objet d'un arrêté « catastrophe naturelle » le 11/02/2010, 01/10/1996, 14/05/1990 et 20/07/1983.

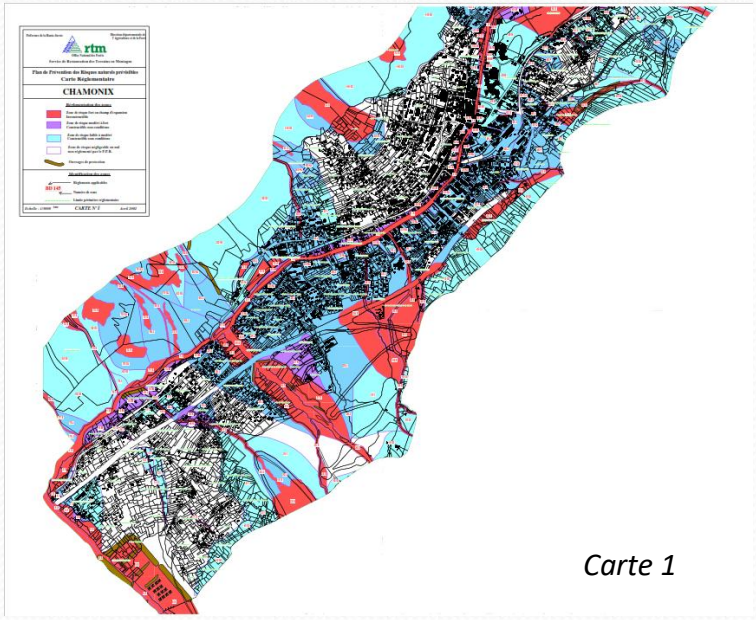
- **Risques – PPR risques naturels**



Carte 2



Carte 3



Carte 1

- **Cours d'eau :**
  - Les principaux cours d'eau présents sur la commune sont :
    - L'Arve (Torrent)

- **Zones humides:**
  - La commune héberge de **nombreuses zones humides** répertoriées dans l'inventaire départemental :

- Les Praz de Chamonix Nord / Le Vorgeat
- Lac Gailland / lac Sinclair / Les Gailland Nord et Nord-Est
- La Frasse Nord-Est / Les Coverays Sud-Ouest
- Les Plans Est / La Frasse Ouest / Centre sportif
- Lacs des Praz / Les Praz Ouest / Les Praz Nord-Est
- La Joux Est / Les Iles Sud,
- Etc…

- **Réseaux d'eaux pluviales :**
  - Le réseau est de type séparatif. Le transit s'effectue entièrement par des conduites enterrées.
  - La commune réalise une surveillance et un entretien régulier de ces réseaux et des ouvrages.

- **Exutoires** :
  - Les exutoires des réseaux existants sur la commune correspondent au milieu naturel. Les rejets s'effectuent au niveau des cours d'eau, notamment l'Arve en tant qu'exutoire final.

- **Politique actuelle de gestion des eaux pluviales** :
  - La commune a adopté une réglementation EP dans le cadre de la révision du PLU. Cette réglementation s'appuie sur :
    - Un règlement des Eaux Pluviales.
    - Une carte « zonage de l'assainissement des Eaux Pluviales » qui indique l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales sur le territoire communal, de manière à privilégier la solution d'infiltration par rapport à une solution de rétention étanche avec rejet vers un exutoire (réseau d'eaux pluviales, fossé, cours d'eau, …).
    - **Tout rejet dans un réseau unitaire est interdit.**
  - De manière plus globale, la CASIEP donne un zonage issu d'indications généralistes, notamment constatées sur le terrain ou connues préalablement, par conséquent, nous conseillons pour tout projet de construction, quel qu'il soit, ou bien pour tout projet de gestion des eaux pluviales d'une construction existante, la réalisation d'une étude géopédologique et de conception des ouvrages de gestion des eaux pluviales, et ce, pour :
    - Concevoir et implanter au mieux le dispositif à créer,
    - Valider la possibilité d'infiltrer les eaux en fonction de la nature du sol et de l'espace disponible,
    - Identifier le meilleur dispositif à mettre en place en cas d'impossibilité technique de réaliser la filière préconisée dans la CASIEP.

- Les principaux problèmes liés aux E.P. que l'on peut pressentir aujourd'hui sont liés:
- A l'extension de l'urbanisation:
  - De nouvelles constructions peuvent gêner ou modifier les écoulements naturels, se mettant directement en péril ou mettant en péril des constructions proches.
  - De nouvelles constructions ou viabilisations (les voiries, les parkings) créant de très larges surfaces imperméabilisées peuvent augmenter considérablement les débits aval.

- À la sensibilité des milieux récepteurs: Les cours d'eau
  - Ils représentent un patrimoine naturel important de la région.
  - Ils alimentent des captages en eaux potables.

- Ces problématiques devraient conduire à l'intégration systématique de mesures visant à:
  - limiter l'exposition de nouveaux biens aux risques,
  - limiter l'imperméabilisation,
  - favoriser la rétention et/ou l'infiltration des EP,
  - développer les mesures de traitement des EP.

- La commune s'étant développée à proximité de cours d'eau, l'enjeu des cours d'eau ne réside pas seulement dans la gestion des risques liés aux crues et aux érosions.

- En effet l'état naturel des cours d'eau (lit mineur, berges, ripisylve, lit majeur) présente de nombreux avantages par rapport à un état artificialisé:
  - Hydraulique: rôle écrêteur qui permet l'amortissement des crues,
  - Ressource en eau: les interactions avec la nappe permettent le soutien des débits d'étiage,
  - Rôle autoépurateur,
  - Intérêts faunistiques et floristiques, paysager…
  - Loisirs.

- Cette problématique devrait conduire à intégrer dans le développement communale (urbanisation, activités…) la préservation des cours d'eau.

- Typologie de problème liés aux eaux pluviales

- Les différents problèmes ont été recensés suite à un entretien avec les élus et les services techniques de la commune le 11 janvier 2022.

- On distingue les points noirs :

  - Liés à l'état actuel d'urbanisation (1 dysfonctionnement).
  - Liés à l'ouverture de zones prévues à l'urbanisation (Secteurs Potentiellement Urbanisables)

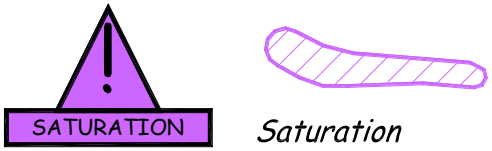
Typologie des problèmes

Les problèmes liés aux eaux pluviales ont été classés par typologie.

Ces phénomènes ne sont des problèmes que s'ils affectent des enjeux.

Les typologies suivantes ont été rencontrées :

✓ *Saturation*



Problème lié à des saturations de réseaux lors de fortes précipitations, qui sont insuffisamment dimensionnés par rapport aux rejets existants. Problème également lié dans certains cas, à la faible pente d'écoulement des réseaux, qui saturent. Ces saturations de réseaux peuvent provoquer une mise en charge du réseau E.P. et des débordements.

✓ *Débordement*



Problème lié à des divagations des eaux d'un ruisseau, d'un fossé, d'un réseau E.P., lors de fortes précipitations, qui sont mal canalisées, et qui peuvent provoquer quelques sinistres.

Dysfonctionnement et propositions

Dysfonctionnement n°1 : Torrent de Blaitière

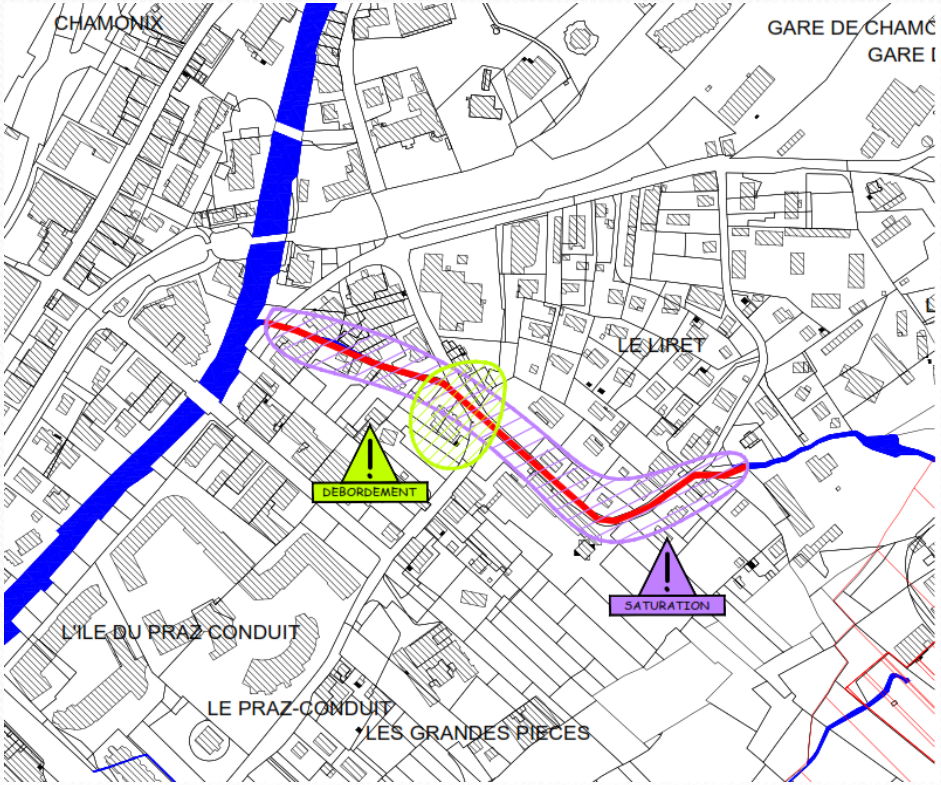
- **Diagnostic** :

Le torrent de Blaitière est busé dans le secteur urbanisé « Le Liret ». Des réductions de diamètre de ce réseau entraîne des débordements lors de fortes précipitations.

- **Proposition de travaux et préconisations** :

- Une étude hydraulique est en cours de réalisation par le cabinet Hydrétudes.

- Une opération d'aménagement hydraulique du torrent a été étudiée par le SM3A et sera lancée à l'automne 2026. Le projet de PLU intègre les évolutions règlementaires nécessaires à ce projet (levée d'EBC, extension du zonage N, levée d'emplacement réservé).



4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- Une visite de terrain a été effectuée à l'automne 2024 pour chaque Secteur Potentiellement Urbanisable (zone ou parcelle actuellement vierge classée U ou AU selon le projet de zonage PLU).

- Pour chaque SPU du projet de PLU, un diagnostic a été établi et permet de mettre en évidence :
  - L'existence d'un exutoire pluvial viable pour la zone,
  - L'exposition de la zone aux risques naturels (ruissellement, inondation, …),
  - La présence d'enjeux écologiques (cours d'eau, zone humide, …)

- En fonction du diagnostic, des travaux et des recommandations de gestion des EP (pour la commune et les pétitionnaires) sont proposés.

- Pour l'ensemble des zones à urbaniser (SPU) présentes sur le territoire communal, il faudra veiller à compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention/infiltration des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle ou de la zone.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **Zone humide:**

Les OAP ne sont pas concernées par la présence de zone humide répertoriée à l'inventaire départementale.

- **Natura 2000 :**

Les OAP ne sont pas concernées par la présence de zone Natura 2000.

- **ZNIEFF de type 1 :**

Les OAP ne sont pas concernées par la présence de ZNIEFF de type 1.

- **ZNIEFF de type 2 :**

L'OAP 9 - Route d'Argentière et l'OAP 10 - La Rosière sont incluses dans la ZNIEFF « Massif du Mont-Blanc et ses annexes ».

- **Captage :**

L'OAP 10 – La Rosière se situe dans le périmètre de protection rapprochées des forages des Chosalets.

- **PPR - Mouvements de terrain, crues torrentielles et inondations (approuvé 17/05/2002) :**

L'OAP 3 - Chemin des Tissourds, l'OAP 4 - Route des Pèlerins, l'OAP 5 - Les Sauberands, l'OAP 7 - Plaine des Praz, l'OAP 10 - La Rosière sont concernées par le PPR .

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 1 - Le Crêt**



Diagnostic

- Exutoire : L'exutoire de la zone n'est pas clairement défini.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

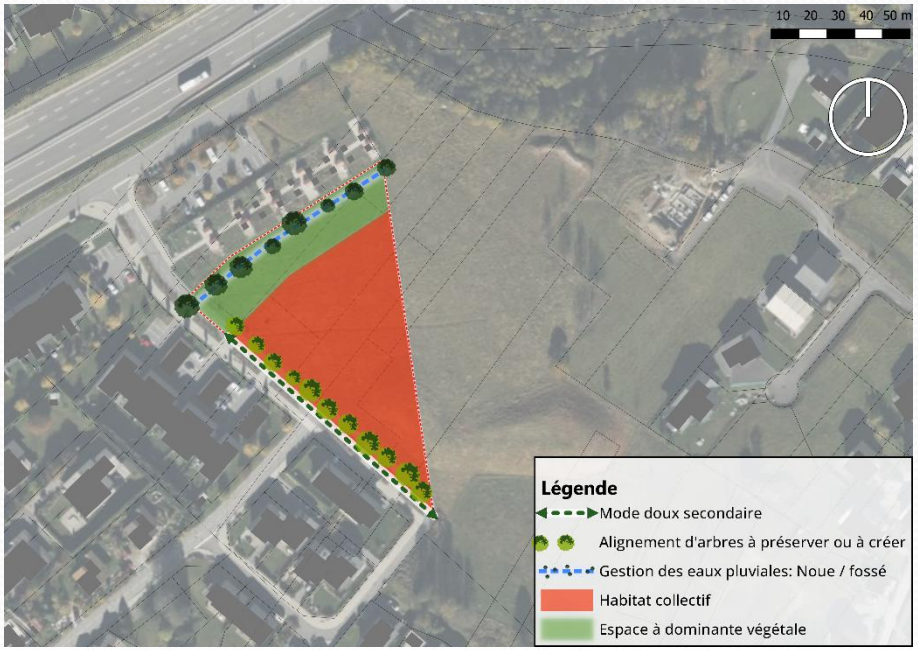
- Pour la collectivité :RAS.
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

Recommandations

- Pour la collectivité : Définir un exutoire pour la zone.
- Pour les pétitionnaires : RAS.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 2 - Les Tissières 2**



Diagnostic

- Exutoire : L'exutoire de la zone est un réseau EP situé le long de l'impasse des Renards.
- Ruissellement amont : RAS
- Proximité cours d'eau : RAS
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

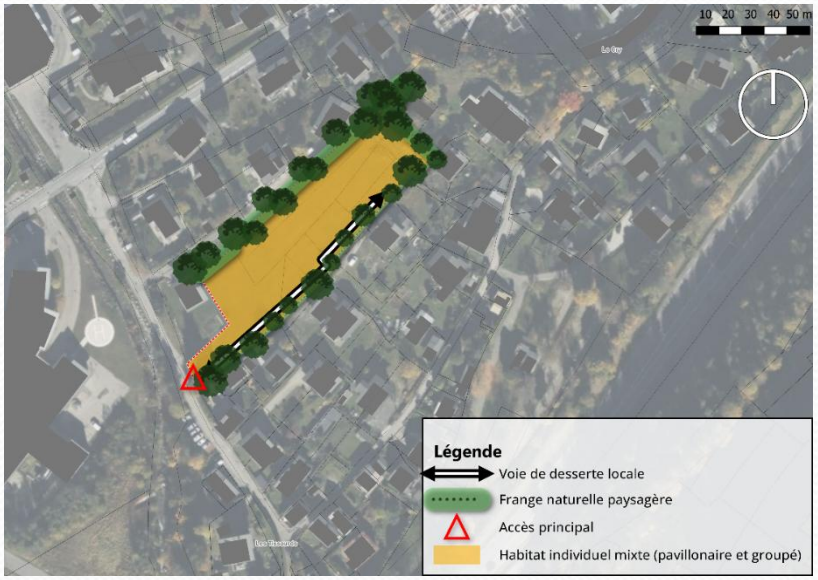
- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

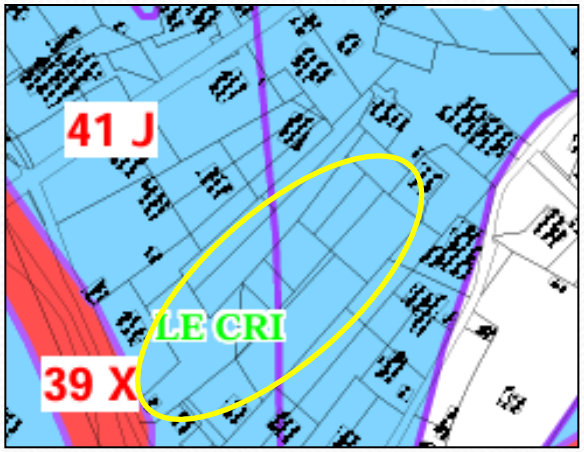
Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : RAS

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 3 – Chemin des Tissourds**





Source: haute-savoie.gouv.fr

Diagnostic

- Exutoire : Réseau non défini.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : La zone se situe dans la zone bleue - 41J du PPR (risque moyen de « débordement torrentiel »)
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

- Pour la collectivité : RAS.
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

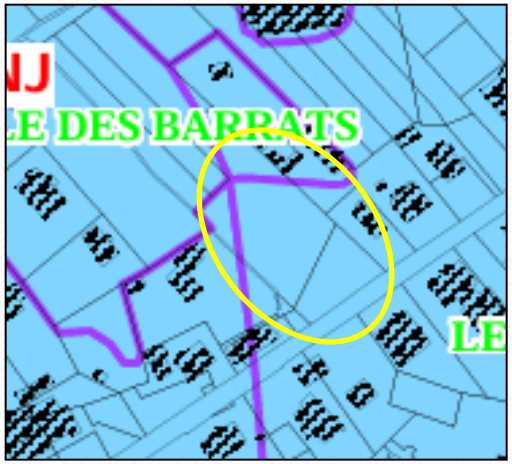
Recommandations

- Pour la collectivité : Définir l'exutoire.
- Pour les pétitionnaires : Respecter les prescriptions du PPR.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 4 – Route des Pèlerins**





Source: haute-savoie.gouv.fr

Diagnostic

- Exutoire : Exutoire non défini.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : La zone se situe dans la zone bleue - 41J et 33NJ du PPR (risque moyen de « débordement torrentiel » - risque moyen à faible avant travaux et faible après travaux collectifs de protection de « risque torrentiel et glissements de berges en zone urbanisée »)
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

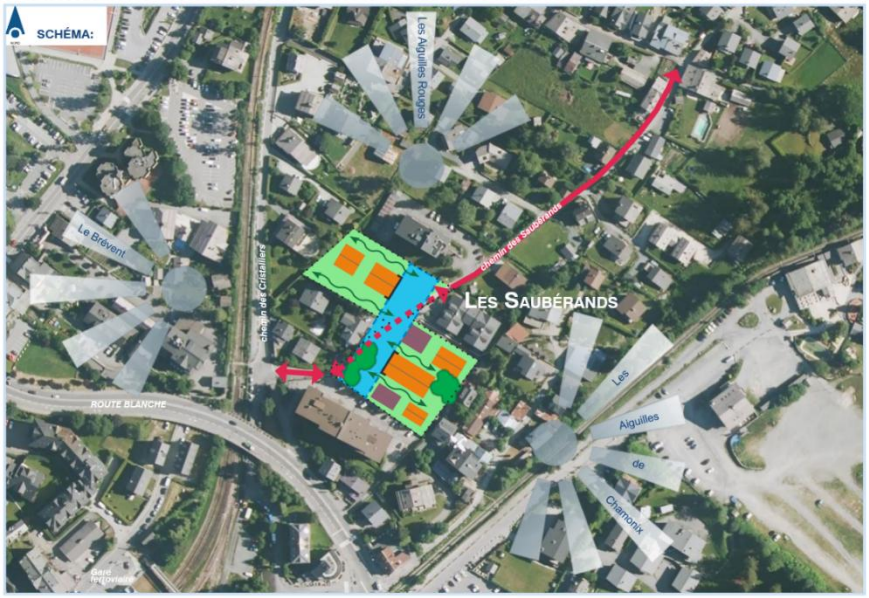
- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

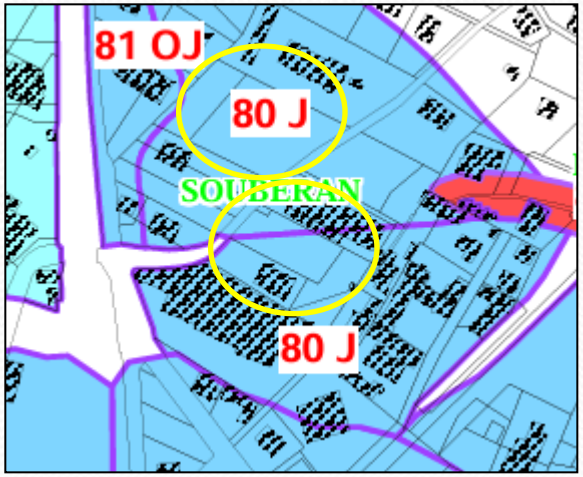
Recommandations

- Pour la collectivité : Définir l'exutoire.
- Pour les pétitionnaires : Respecter les prescriptions du PPR.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 5 – Les Sauberands**





Source: haute-savoie.gouv.fr

Diagnostic

- Exutoire : L'exutoire de la zone est un réseau EP qui se situe sous le chemin des Sauberands.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : La zone se situe dans la zone bleue – 80J du PPR (risque moyen de « débordement torrentiel »).
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : Respecter les prescriptions du PPR.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 6 – Les Mouilles**



Diagnostic

- Exutoire : L'exutoire de la zone est un réseau EP qui se situe sous le chemin des Sauberands.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

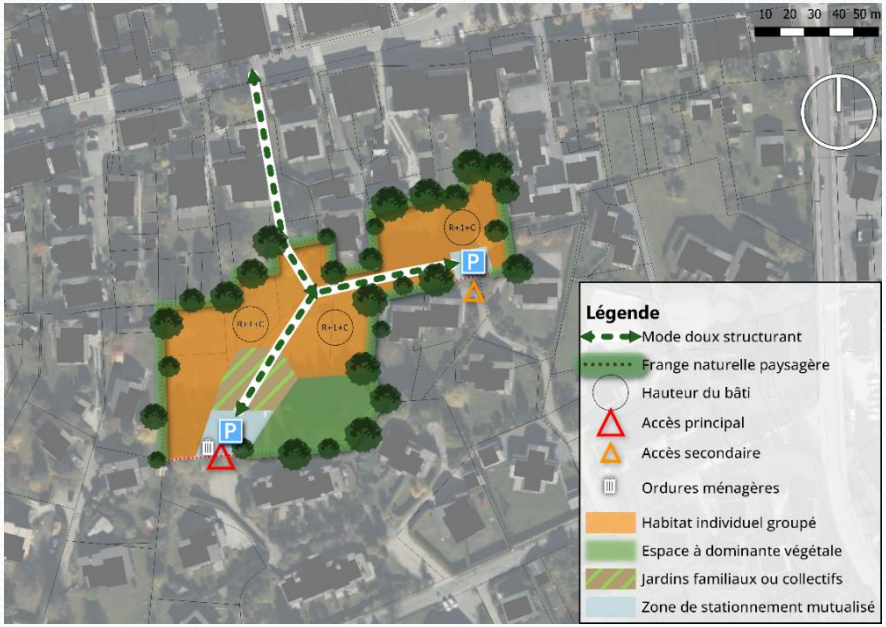
- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

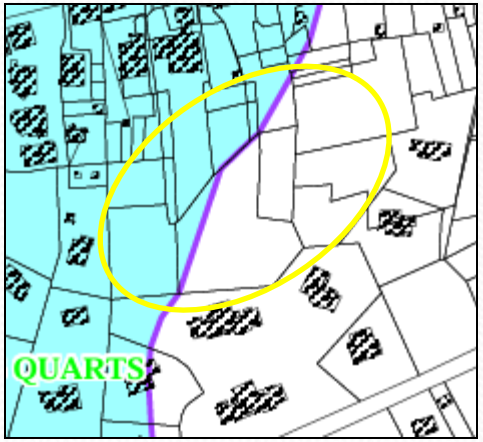
Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : RAS.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 7 – Plaine des Praz**





Source: haute-savoie.gouv.fr

Diagnostic

- Exutoire : La zone est enclavée. Afin de rejoindre le réseau EP du secteur, il conviendra de traverser des parcelles (privées ou publics).
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : Le secteur Ouest de la zone se situe dans la zone bleu clair – 106O du PPR (risque faible avant travaux à nul après travaux collectifs de protection de « risque torrentiel et glissement de berges en zone urbanisée »).
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

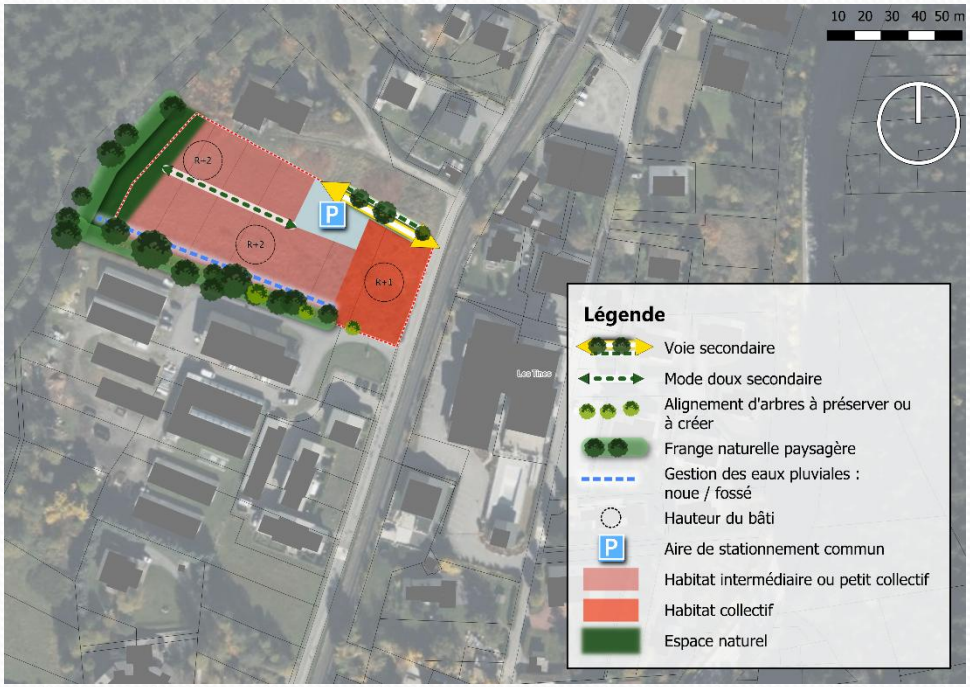
- Pour la collectivité : Dans le cas où les parcelles à traverser sont privées, il conviendra d'obtenir les servitudes de passage nécessaires.
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : Respecter les prescriptions du PPR.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 8 – Chemin de la Tannerie**



Diagnostic

- Exutoire : Exutoire non défini.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

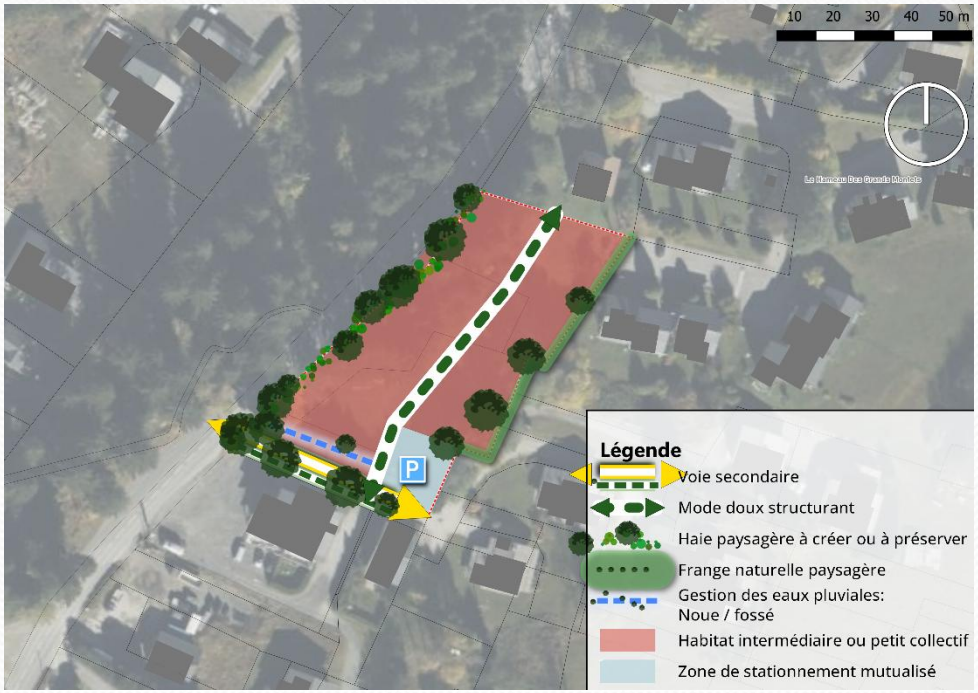
- Pour la collectivité : RAS.
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

Recommandations

- Pour la collectivité : Définir l'exutoire.
- Pour les pétitionnaires : RAS.

4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 9 – Route d'Argentière**



Diagnostic

- Exutoire : Un réseau EP est présent au Sud et à l'Est de la zone.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : RAS.
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

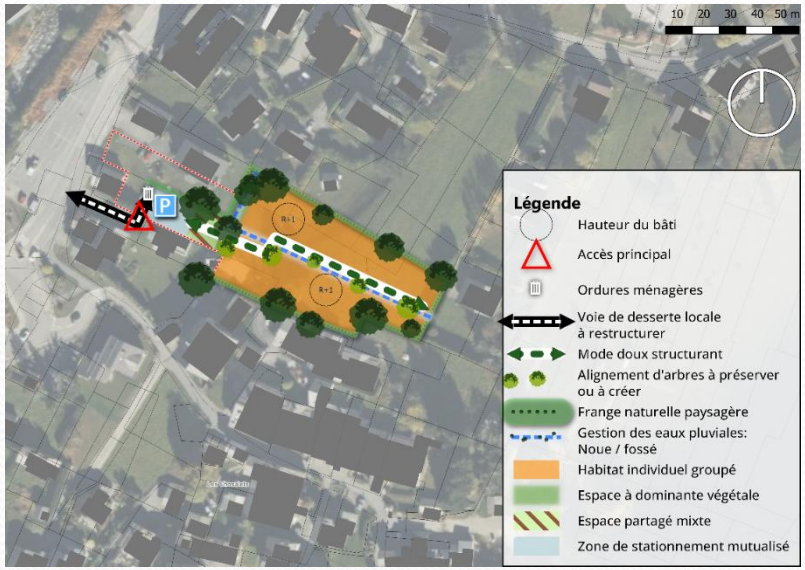
- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

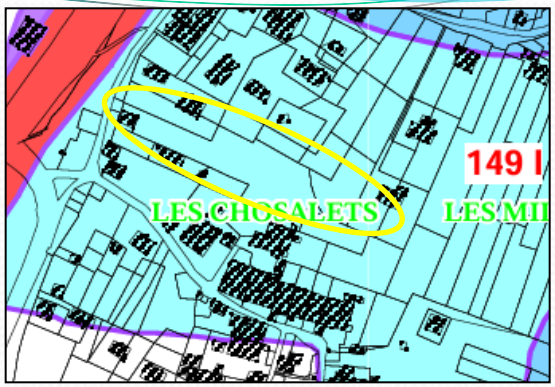
Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : RAS.

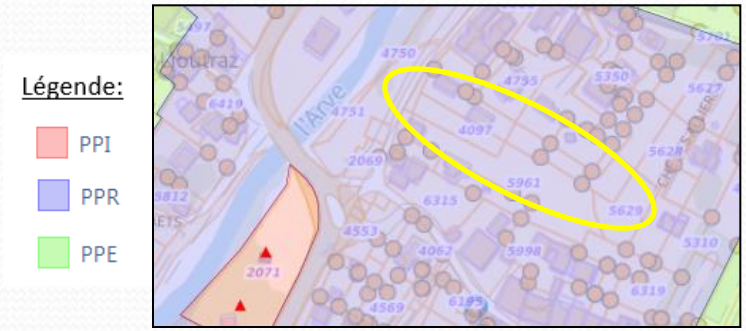
4. Examen des secteurs potentiellement urbanisables

- **OAP 10 – La Rosière**





Source: haute-savoie.gouv.fr



Source: carto.atlasante.fr

Diagnostic

- Exutoire : Un réseau EP se situe sous le chemin des Arberons.
- Ruissellement amont : RAS.
- Proximité cours d'eau : RAS.
- Autre : La zone se situe dans la zone bleu clair – 149I du PPR (risque faible de « débordement torrentiel ou ruissellement superficiel de versant »). L'OAP se situe dans le périmètre de protection rapproché des forages des Chosalets. La CASIEP indique qu'aucune infiltration n'est possible et indique d'un dispositif de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire doit être mis en place (zone rouge de la CASIEP).
- Travaux prévus : RAS.

Travaux

- Pour la collectivité : RAS
- Pour les pétitionnaires : Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire

Recommandations

- Pour la collectivité : Vérifier la cohérence entre le dimensionnement de l'exutoire et le projet.
- Pour les pétitionnaires : Respecter les prescriptions du PPR.

5. Propositions de travaux et recommandations

- Propositions de travaux et recommandations pour les OAP :

OAP	Travaux	Nature des recommandations
Pour l'ensemble des OAP	T1	Compenser l'imperméabilisation par l'aménagement de dispositifs de rétention/infiltration à l'échelle de la parcelle ou de la zone avant rejet des EP vers l'exutoire.
OAP 1	T2	Définir un exutoire pour la zone.

OAP	Recommandations	Nature des recommandations
OAP 3, 4, 5, 7 et 10	R1	Respecter les prescriptions du PPR.

6. Réglementation

6.1. Dispositions générales

❑ Rôle du Service Public de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (SPGEPU) :

Article R2226-1 du Code général des collectivités territoriales (20/08/2015)

- il définit les éléments constitutifs du réseau de collecte, de transport, des ouvrages de stockage et de traitement des eaux pluviales
- Il assure la création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension des installations et ouvrages de gestion des eaux pluviales.
- Il assure le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans les ouvrages publics.

❑ Objet du règlement:

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis la collecte, le stockage, le traitement et l'évacuation des eaux pluviales sur l'ensemble du territoire communal.

❑ Catégories de réseaux publics d'assainissement

Il existe plusieurs catégories de réseaux publics d'assainissement :

- Le réseau d'eaux usées : Réseau public de collecte et de transport des eaux usées uniquement vers une station d'épuration.
- Le réseau d'eaux pluviales : Réseau public de collecte et de transport des eaux pluviales et de ruissellement uniquement vers le milieu naturel ou un cours d'eau.

Ces réseaux peuvent être :

- Séparatif : formé de deux réseaux distincts : un pour les eaux usées, et un autre pour les eaux pluviales.
- Unitaire : Réseau évacuant dans la même canalisation les eaux usées et les eaux pluviales.

Catégories d'eaux admises au déversement

Pour les réseaux d'eaux pluviales:

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial:

- les **eaux pluviales**, définies au paragraphe suivant
- **certaines eaux industrielles** après établissement d'une convention spéciale de déversement.

Définition des eaux pluviales

Sont considérées comme **eaux pluviales** sont celles qui proviennent des **précipitations atmosphériques**. Sont assimilées à ces eaux pluviales, celles provenant des **eaux d'arrosage des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles sans ajout de produit lessiviel.**

Cependant, les eaux ayant transitées sur une voirie ou un parking sont susceptibles d'être chargées en hydrocarbures et métaux lourds. L'article 5.9. du présent règlement défini les caractéristiques des surfaces de voiries et de parking pour lesquelles la mise en place d'ouvrages de traitement des eaux pluviales est obligatoire.

Les **eaux de vidange des piscines** sont assimilées aux eaux pluviales. Avant rejet, le désinfectant utilisé (chlore, brome) devra être neutralisé par ajout d'un agent chimique réducteur ou par une absence de traitement pendant une durée minimale de 15 jours avant vidange.

Les **eaux de nettoyage des piscines** (eaux de filtre) sont quant à elles assimilées à des eaux usées domestiques, elles devront être envoyées vers le réseau d'assainissement.

Les **eaux de sources ou de résurgences** ne sont pas considérées comme des eaux pluviales. Leur régime est défini par le code civil (art.640 et 641), ces eaux s'écoulant naturellement vers le fond inférieur. Les écoulements ne doivent ni être aggravés, ni limités.

Les clôtures constituées de murs en béton faisant obstacle à l'écoulement des eaux de surface et de ruissellement sont interdit. Les eaux de ruissellement doivent pouvoir transiter par la parcelle.

Séparation des eaux pluviales

- La collecte et l'évacuation des eaux pluviales sont assurées par les réseaux pluviaux totalement distincts des réseaux vannes (réseaux séparatifs).
- Leur destination étant différente, il est donc formellement interdit, à quelque niveau que ce soit, de mélanger les eaux usées et les eaux pluviales.

Installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R 214-1 du code de l'environnement (Loi sur l'eau) :

2.1.5.0 : rejet d'eaux pluviales (S > 1 ha).

3.1.1.0 : installations, ouvrages, remblais, épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau.

3.1.2.0 : modification du profil en long ou le profil en travers du lit mineur, dérivation.

3.1.3.0 : impact sensible sur la luminosité (busage) (L > 10 m).

3.1.4.0 : consolidation ou protection des berges (L > 20 m).

3.1.5.0 : destruction de frayère.

3.2.1.0 : entretien de cours d'eau.

3.2.2.0 : installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau (S > 400 m2).

3.2.6.0 : digues.

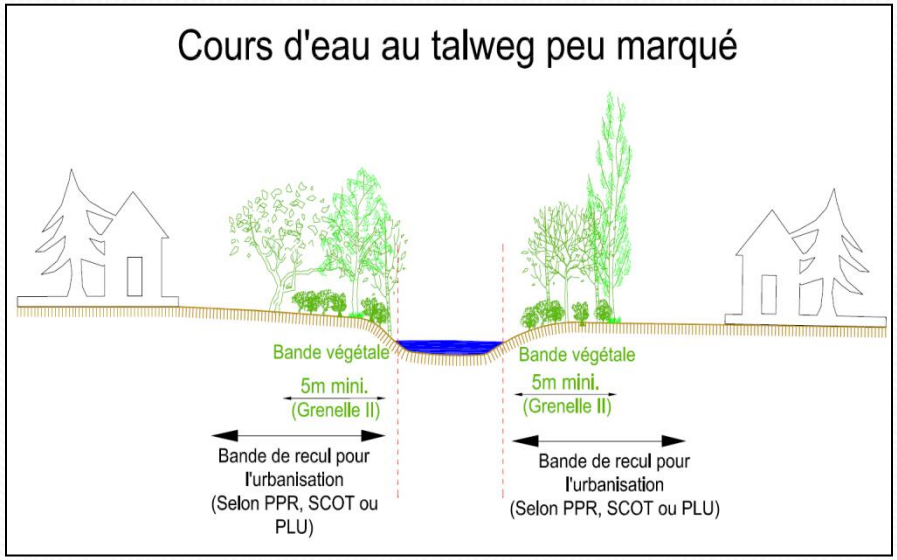
3.3.1.0 : assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides.

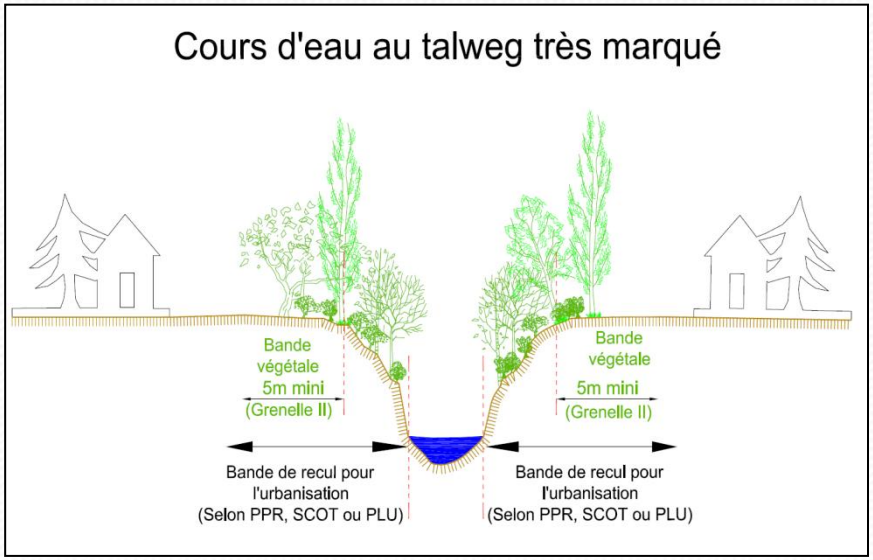
…

6.2. Règles relatives à la protection et à l'entretien des cours d'eau

❑ Reculs et dispositions à respecter:

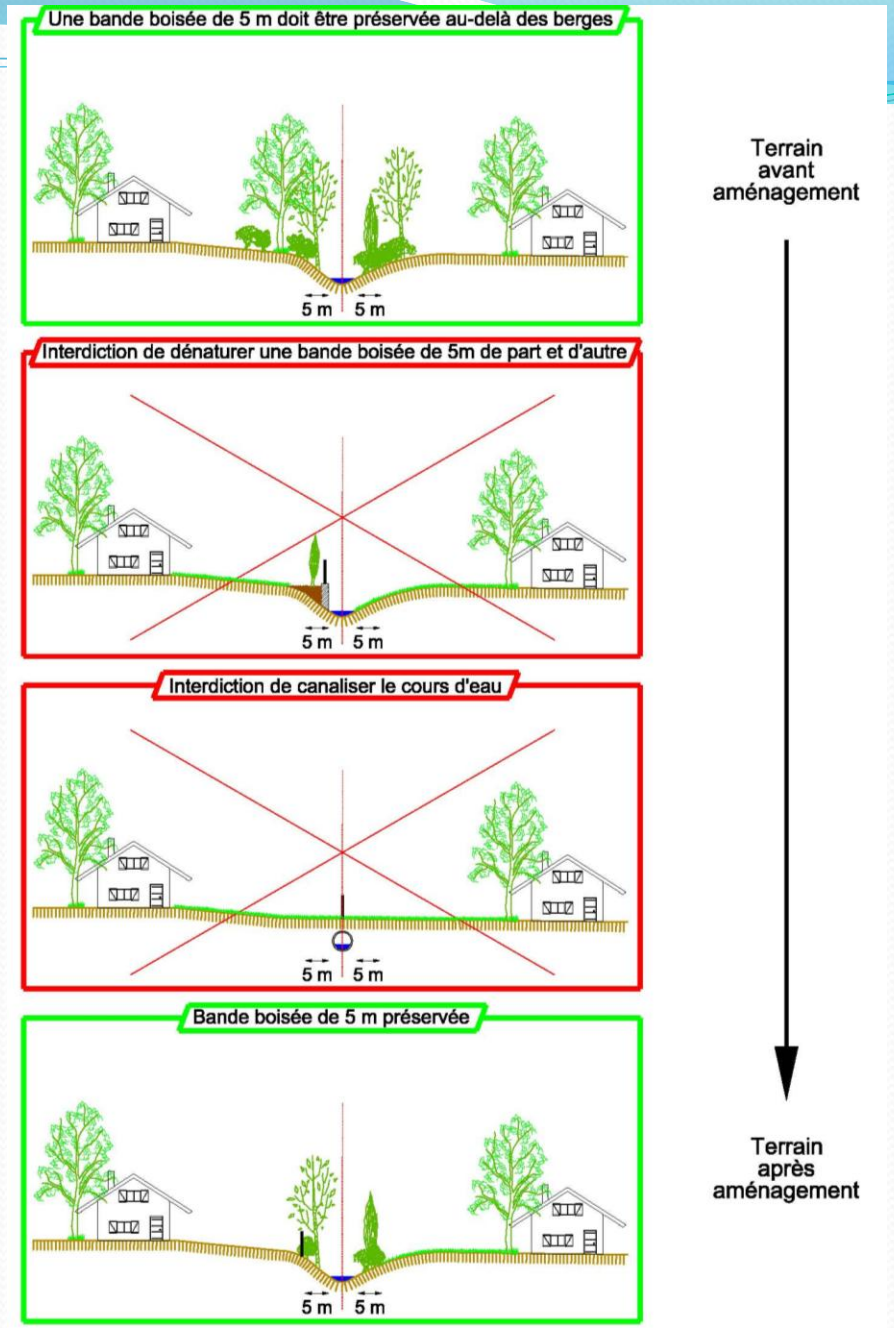
Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de 10 ha, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine a l'obligation de maintenir une bande végétale d'au moins 5 m à partir de la rive.





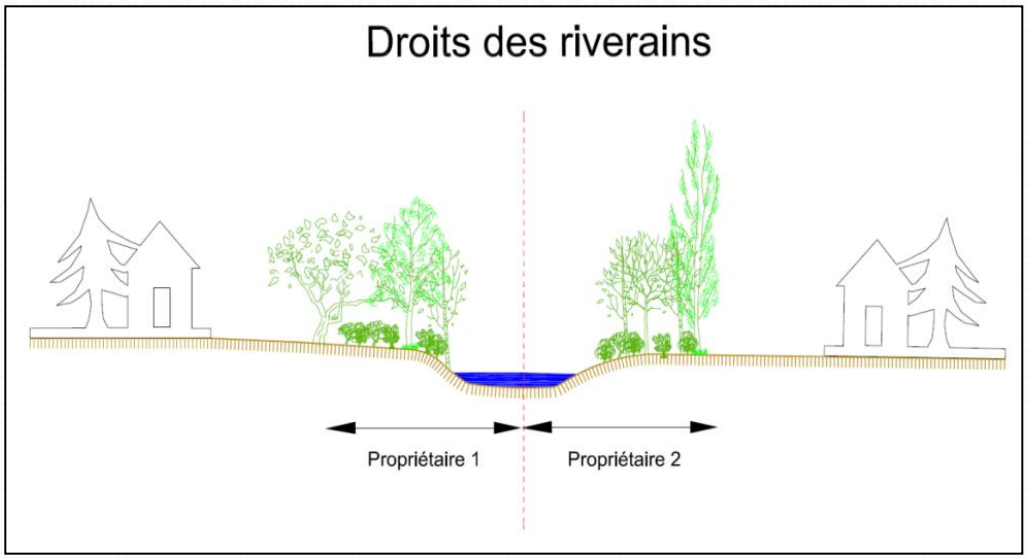
Remarque:

En plus de cette bande végétale, il convient de respecter un recul pour les constructions, remblais, etc… Conventionnellement, un recul de 10m est préconisé. Lorsqu'elles existent, les préconisations du PPR prévalent ou à défaut celles du SCOT.


Une bande boisée de 5 m doit être préservée au-delà des berges
5 m
5 m
Interdiction de dénaturer une bande boisée de 5m de part et d'autre
5 m
5 m
Interdiction de canaliser le cours d'eau
5 m
5 m
Bande boisée de 5 m préservée
5 m
5 m
Terrain avant aménagement
Terrain après aménagement

Le code de l'environnement définit les droits et les obligations des propriétaires riverains de cours d'eau:

Article L.215-2 : propriété du sol: « Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit…».



Article L.215-14 : obligations attachées à la propriété du sol: le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore, dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

6.3. Règles relatives à la gestion des écoulements de surfaces

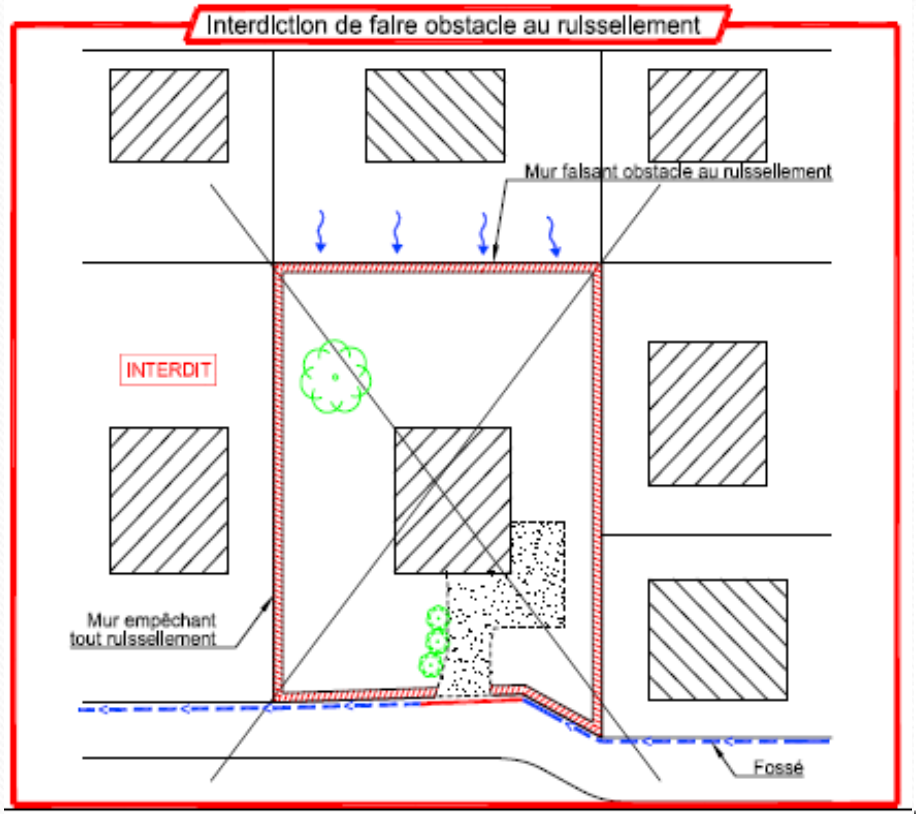
- **Le code civil définit le droit des propriétés sur les eaux de pluie et de ruissellement:**

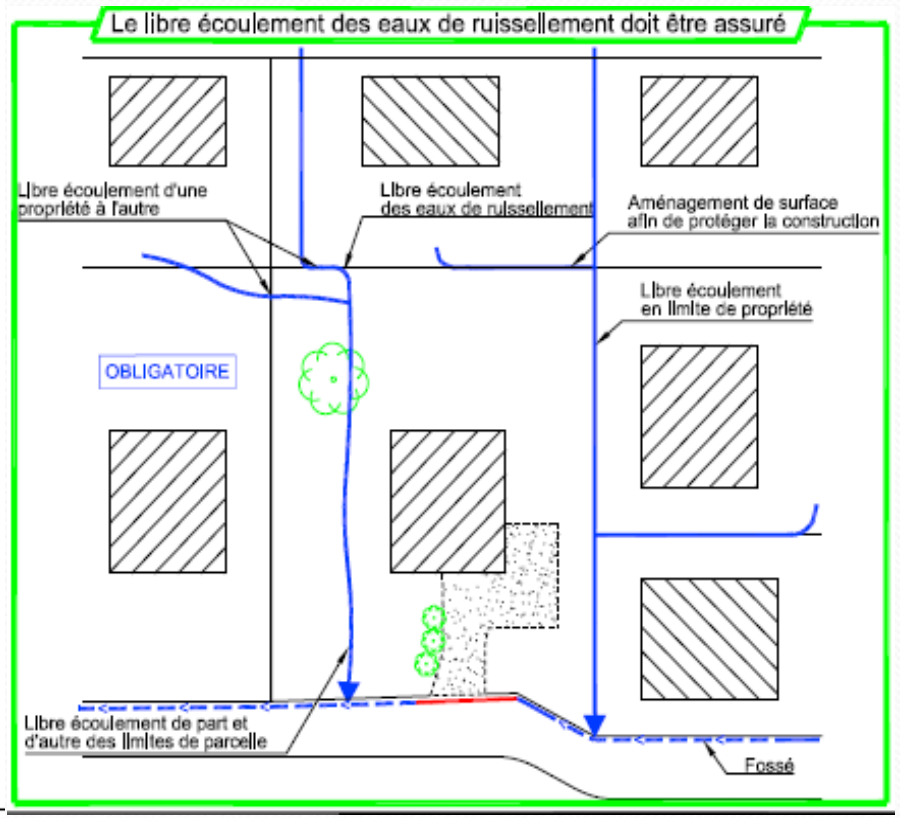
Article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ».

Article 641 : « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds ».

Article 681 : « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin ».

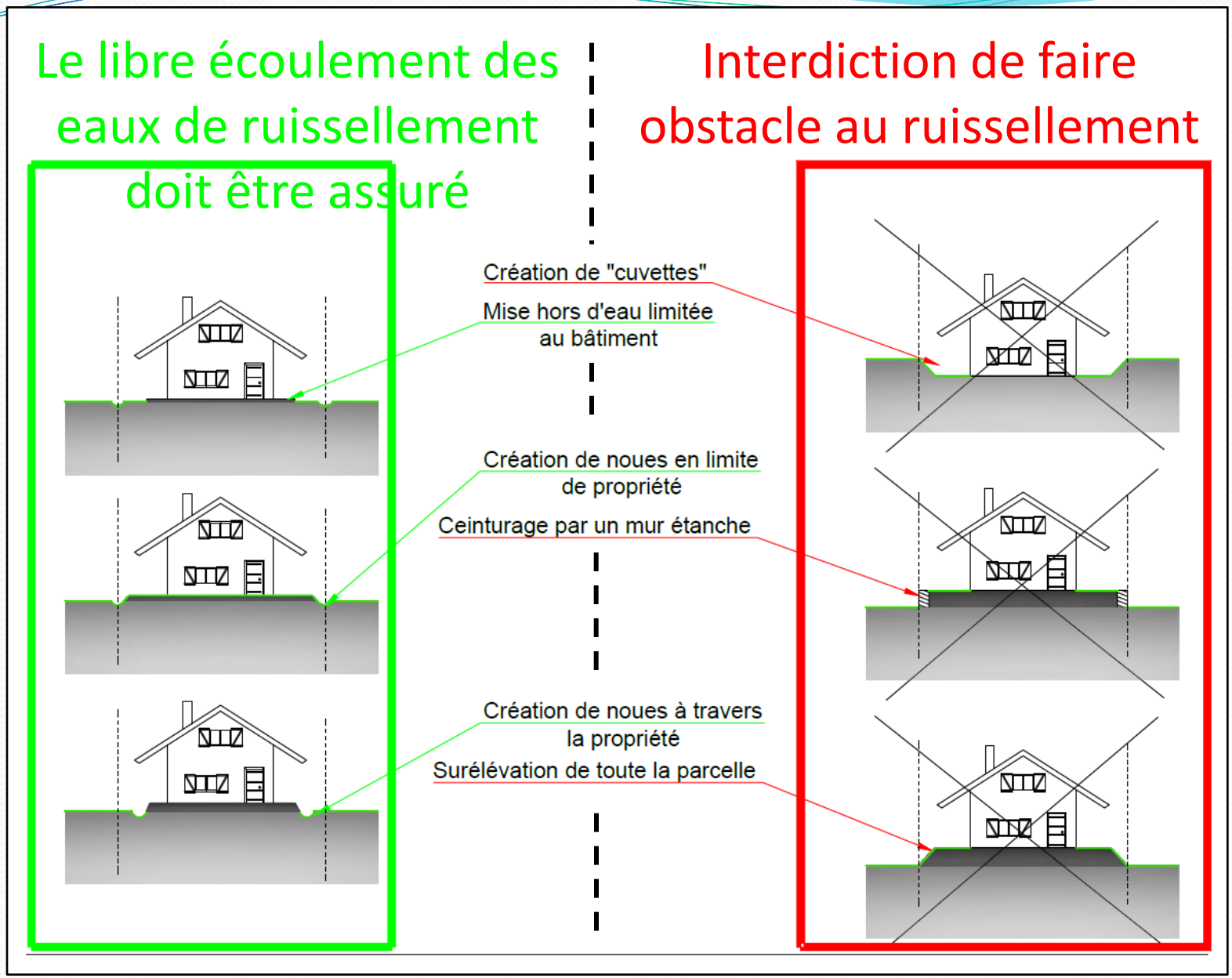
Mise en application de l'article 640 du code civil:





Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

Principes de préservation des écoulements superficiels



6.4. Règles relatives à la mise en place de dispositifs de rétention-infiltration des eaux pluviales

Il est instauré des « zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ». Article L. 2224-10 du CGCT.

Afin d'assurer la maitrise du débit et de l'écoulement, toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) ou toute surface imperméable existante faisant l'objet d'une extension doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales qui assure :

- Leur collecte (gouttières, réseaux),
- La rétention et/ou l'infiltration des EP afin de compenser l'augmentation de débit induite par l'imperméabilisation.

L'infiltration doit être envisagée en priorité. Le rejet vers un exutoire (débit de fuite ou surverse) ne doit être envisagé que lorsque l'impossibilité d'infiltrer les eaux est avérée.

La rétention-infiltration des EP doit être mise en œuvre à différentes échelles selon le règlement de la zone concernée par le projet:

- **ZONES DE GESTION INDIVIDUELLE <u>à l'échelle de la parcelle</u>**: zones où la rétention / infiltration des eaux pluviales doit se faire à l'échelle de la parcelle.
- **ZONES DE GESTION INDIVIDUELLE <u>à l'échelle de la zone</u>**: zones où la rétention / infiltration des eaux pluviales doit se faire à l'échelle de la zone.

Le Plan « Zonage de l'assainissement volet Eaux Pluviales - Réglementation » indique un code couleur indique l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales

Pour toute demande d'urbanisation, le SPGEP urbaines doit être consulté pour avis. Ce service peut demander une étude justifiant la conception et l'implantation des dispositifs de rétention et/ou d'infiltration des eaux pluviales.

6.5. Règles relatives à l'infiltration des eaux pluviales

Le Plan « Zonage de l'assainissement volet Eaux Pluviales - Réglementation » indique sous la forme d'un zonage, les possibilités d'infiltration des eaux pluviales sur le territoire de la commune et le type de dispositif à mettre en œuvre.

❑Secteur VERT :Terrains ayant une bonne aptitude à l'infiltration des eaux.

Dans ces zones, **l'infiltration est obligatoire.**

❑Secteur VERT 2: Terrains moyennement perméables en surface et en profondeur, pente moyenne à faible. Absence de risque lié à l'infiltration (résurgences aval, déstabilisation des terrains,...)

Dans ces zones**, l'infiltration est obligatoire avec si nécessaire une sur-verse** selon la perméabilité du sol mesurée.

❑Secteur ORANGE: Terrains moyennement perméables en surface et en profondeur, pente moyenne. Dans ces zones, l'infiltration doit-être envisagée, mais doit-être confirmée par une étude géo pédologique et hydraulique à la parcelle.

Si l'infiltration est possible, elle est obligatoire (avec ou sans sur-verse).

Si l'infiltration est impossible, un **dispositif de rétention étanche** des eaux pluviales devra être mis en place.

❑Secteur ROUGE: Terrains très moyennement perméables en surface et en profondeur, pente moyenne à forte, risques de résurgences aval ou risques naturels, forte densité de l'urbanisation, périmètres de protection de captage. Terrains ayant une mauvaise aptitude à l'infiltration des eaux.

Dans ces zones, **l'infiltration est interdite.**

❑ Secteur ROUGE hachuré: L'infiltration des eaux pluviales est déconseillée de manière générale. Dans ces zones, **la mise en place d'un dispositif de rétention étanche avec débit de fuite et surverse est obligatoire.** La gestion de pluies courantes est envisageable (étude spécifique recommandée).

6.6. Dimensionnement et débit de fuite

Un guide technique indique la marche à suivre pour définir le type dispositif de rétention-infiltration à mettre en œuvre et permet de déterminé les principaux paramètres de dimensionnement.

Document disponible en mairie

Les notices techniques associées au guide indiquent le cahier des charges à respecter.

Document disponible en mairie

Les calculs de dimensionnement des ouvrages de rétention proposés par le guide s'appliquent pour 1 projet dont les surfaces imperméabilisées (toitures, terrasse, accès, stationnement) n'excèdent pas 500 m². Pour un projet supérieur (ex : lotissement), une étude hydraulique spécifique doit être fournie au service de gestion des eaux pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessite un rejet vers un exutoire (filières Rouge, Orange ou Vert2), ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit de fuite décennal (Qf) défini pour l'ensemble du territoire communal:

Si S projet < 1ha ; Qf = 3 L/s

Si S projet ≥ 1ha ; Qf = 10 L/s/ha

La surface totale du projet correspond à la surface totale du projet à laquelle s'ajoute la surface du bassin versant dont les écoulements sont interceptés par le projet.

Les mesures de rétention/infiltrations nécessaires, devront être conçues, de préférences, selon des méthodes alternatives (noues, tranchées drainantes, structures réservoirs, puits d'infiltration,…) à l'utilisation systématique de canalisations et de bassin de rétention.

6.7. Règles relatives à l'utilisation d'un exutoire pour le déversement d'eaux pluviales

Type d'exutoire sollicité	Entité compétente	Procédure d'autorisation
Réseau EP, fossé ou ouvrages de rétention-infiltration **communal**	Service Public de gestion des eaux pluviales urbaines	Effectuer une demande de branchement (convention de déversement ordinaire)
Réseau EP, fossé ou ouvrages de rétention-infiltration **départemental***	Centre technique départemental (Conseil départemental)	Etablir une convention de déversement
Réseau EP, fossé ou ouvrages de rétention-infiltration **privés**	Propriétaire(s) des parcelles sur lesquelles est implanté le réseau d'écoulement.	Servitude de droit privé (réseau) établie par un acte authentique.
Cours d'eau domaniaux	L'Etat	Aucune
Cours d'eau non domaniaux	Propriétaires riverains	Aucune
Zone humide	Propriétaire(s) des parcelles sur lesquelles est implantée la zone humide.	Servitude de droit privé établit par un acte authentique.
Lacs et plans d'eau	1)Etat 2)Propriétaire privé	1)Aucune 2)Servitude de droit privé établie par un acte authentique.

*La compétence départementale concerne les éléments de drainage de la voirie départementale (fossé, caniveau, grille, canalisation) en dehors des zones d'agglomération.

Remarque: La création d'un réseau ou autre forme d'axe d'écoulement pour rejoindre un exutoire ne se situant pas en position limitrophe au tènement imperméabilisé doit faire l'objet d'une convention de passage lorsque les terrains traversés correspondent au domaine public ou d'une servitude de droit privé lorsque que ceux-ci correspondent à des parcelles privées.

L'autorisation du gestionnaire ne dispense pas de respecter les obligations relatives à l'application de l'article R 214-1 du code de l'environnement (Loi sur l'eau).

6.8. Règles relatives à la réalisation de branchements sur le réseau d'eaux pluviales

❑ Demande de branchement, convention de déversement ordinaire

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au SPGEPU (Services Techniques) de la commune.

Cette demande sera formulée selon le modèle "Demande de branchement et convention de déversement".

Cette demande comporte :

- l'adresse du propriétaire de l'immeuble desservi,
- la désignation du tribunal compétent.

Cette demande doit être établie en deux exemplaires signés par le propriétaire ou son mandataire. Un exemplaire est conservé par le service de gestion des eaux pluviales (SPGEPU) et l'autre est remis à l'usager. La signature de cette convention entraîne l'acceptation des dispositions du règlement eaux pluviales. L'acceptation par le SPGEPU crée entre les parties la convention de déversement.

❑ Réalisation technique des branchements

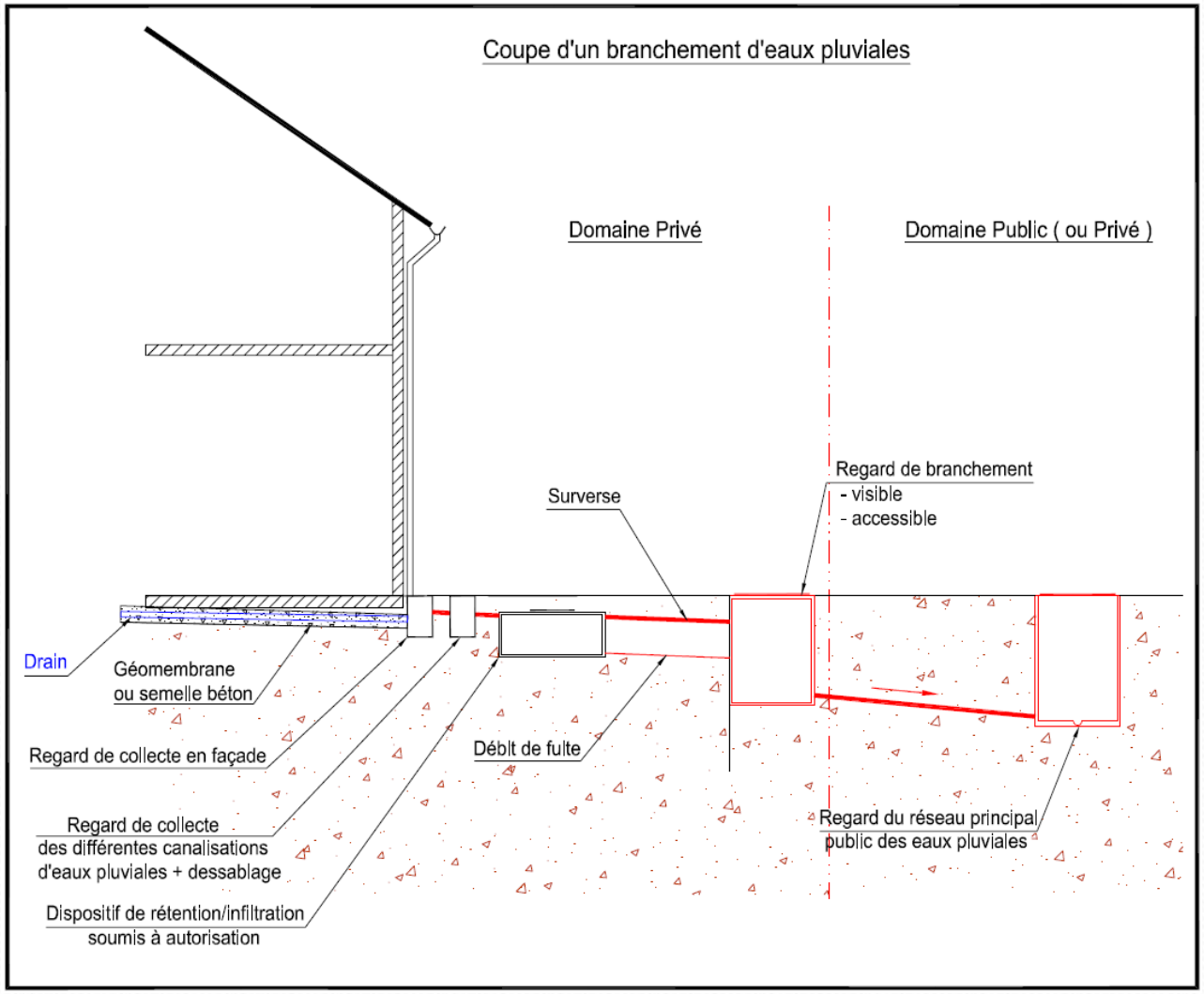
1) Définition du branchement :

Le branchement est constitué par les éléments de canalisation et les ouvrages situés entre le regard du réseau principal et l'habitation à raccorder.

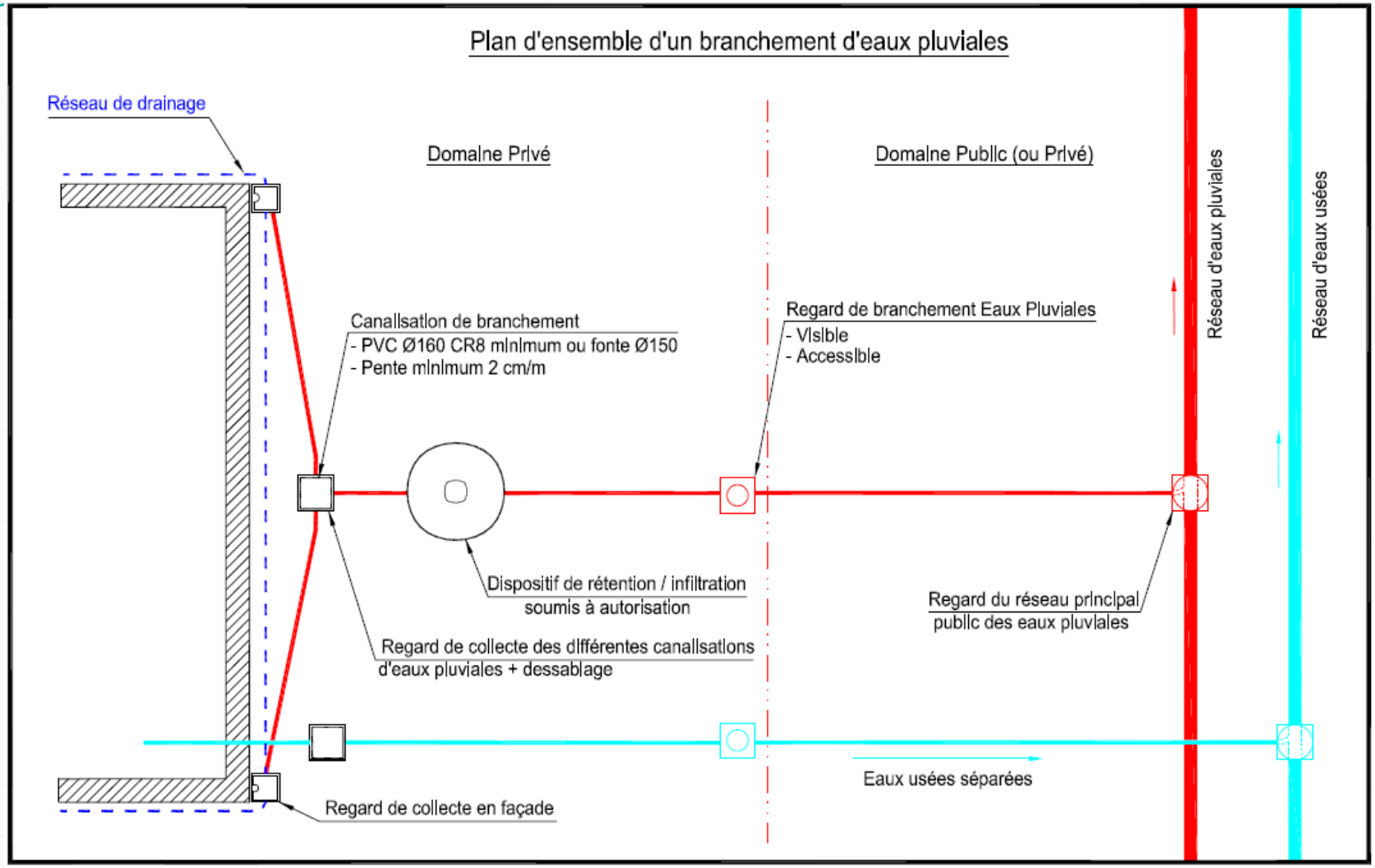
Un branchement est constitué des éléments suivants (de l'habitation vers le collecteur principal) :

- Une canalisation située sur le domaine privé permettant la collecte des Eaux Pluviales privées.*
- Un dispositif de rétention et si besoin des dispositifs particuliers pour l'infiltration des E.P. et/ou des dessableurs et/ou des déshuileurs.
- Un ouvrage dit "regard de branchement" placé de préférence sur le domaine public ou en limite du domaine privé. Ce regard doit être visible et accessible.
- Une canalisation de branchement, située sous le domaine public (ou privé).

Définition et principes de réalisation d'un branchement



Définition et principes de réalisation d'un branchement



Modalité d'établissement du branchement

Le service de contrôle fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. Le service de contrôle fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du "regard de branchement" ou d'autres dispositifs notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement. Si, pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le service d'assainissement, celui-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Travaux de branchement

- Les branchements doivent s'effectuer obligatoirement sur un regard existant diamètre 1 000 (ou à créer) du réseau principal, les piquages ou culottes sont interdits. Des regards de diamètre 800mm peuvent être tolérés en cas d'encombrement du sol ou pour des profondeurs inférieures à 2m.
- Sous le domaine privé, le branchement sera réalisé à l'aide de canalisation d'un diamètre minimal de 160 mm.
- Les tuyaux et raccords doivent être porteurs de la Marque NF ou avoir un avis technique du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).
- Sous le domaine public, les matériaux des canalisations employées devront être préalablement validés par la commune.
- Les changements de direction horizontaux ou verticaux seront effectués à l'aide de coudes à deux emboîtements disposés extérieurement aux regards et à leur proximité immédiate, de mêmes caractéristiques que les tuyaux.
- Les tuyaux seront posés, à partir de l'aval et d'une manière rigoureusement rectiligne sur une couche de gravelette à béton 15/20 d'une épaisseur de 0,10 m au-dessus et au-dessous de la génératrice extérieure de la canalisation.
- La pente minimum de la canalisation sera de 2 cm/m.

Travaux de branchement (Suite):

- Le calage provisoire des tuyaux sera effectué à l'aide de mottes de terre tassées. L'usage des pierres est interdit.
- La pose des canalisations sera faite dans le respect absolu des règles de l'art, dans le but d'obtenir une étanchéité parfaite de la canalisation et de ses fonctions pour des surpressions ou des sous pressions.
- Les trappes des regards seront constituées par un tampon et un cadre en fonte ductile :
  - Sous chaussée : Tampon rond verrouillable d'ouverture utile 400 mm avec cadre rond ou carré de classe 400 ou 600 décaNewton.
  - Hors chaussée : Tampon rond verrouillable d'ouverture utile 400 mm avec cadre rond ou carré de classe 250 ou 400 décaNewton.
- Un regard de branchement doit être posé pour chaque branchement.
- Les modalités de réfection de la chaussée sous le domaine Public devront être validées préalablement avec la commune.

6.9. Qualité des eaux pluviales

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie seront dirigées vers le réseau d'eaux usées et non d'eaux pluviales.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

❑Eaux de ruissellement des surfaces de parking et de voirie:

Un prétraitement des eaux de ruissellement des voiries non couvertes avant infiltration ou rejet vers un réseau d'eaux pluviales ou le milieu naturel est obligatoire lorsque celles-ci répondent aux critères suivants:

- Création ou extension d'une aire de stationnement ou d'exposition de véhicules portant la capacité totale à 50 véhicules légers et/ou 10 poids lourds.
- Infiltration des eaux de ruissellement de voirie d'une surface supérieure à 500m^2

✓Modalités techniques:

- Traitement de l'ensemble des eaux de voirie
- Traitement de minimum 20% du débit décennal
- Séparateur-débourbeur conforme aux normes NFP 16-440 et EN 858
- Teneur résiduelle maximale inférieure à 5mg/L en hydrocarbures de densité inférieure ou égale à 0,85kg/dm^3
- Déversoir d'orage et by-pass intégrés ou by-pass sur le réseau
- Système d'obturation automatique avec flotteur

✓Documents à fournir pour validation avant travaux:

- Implantation précise de l'appareil
- Note de calcul de dimensionnement de l'appareil
- Fiche technique de l'appareil (débit, performance de traitement, équipements, ...)

✓Document à fournir lors de la remise de l'attestation d'achèvement et de conformité des travaux (DAACT)

- Copie du contrat d'entretien de l'appareil

6.10. Qualité des eaux pluviales

❑**Eaux de ruissellement des surfaces de parking et de voirie (Suite):**

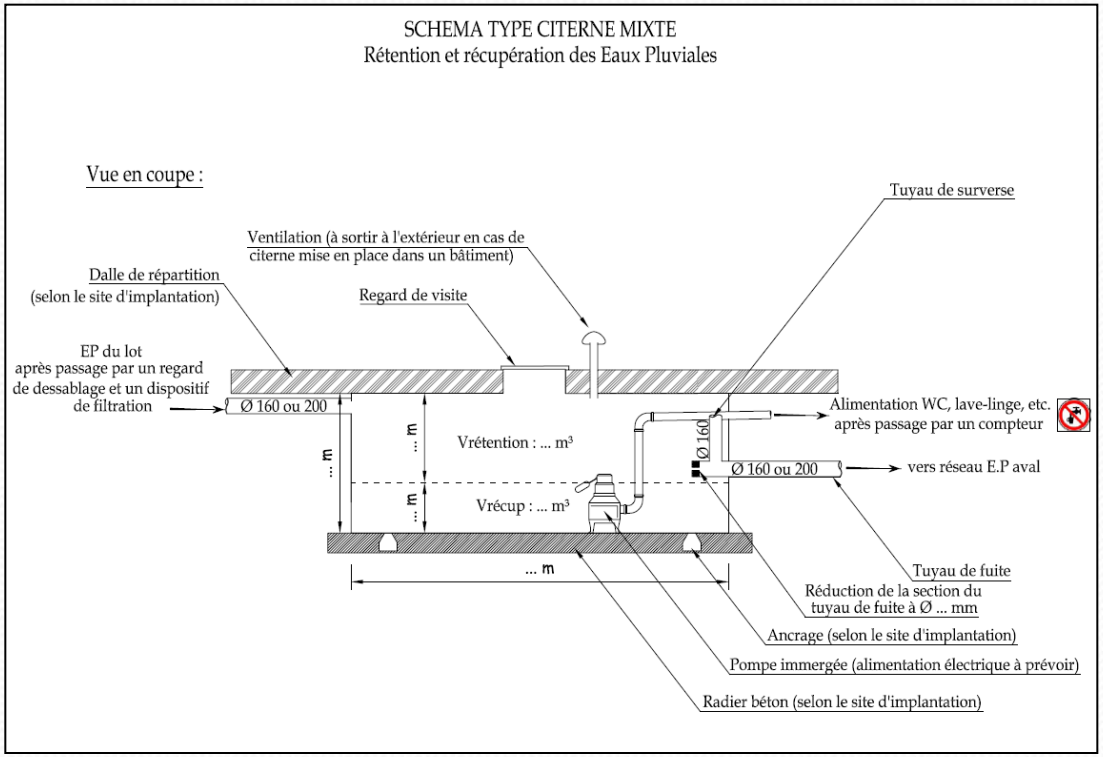
✓Techniques alternatives: d'autres systèmes de traitement des eaux pluviales peuvent être mis en œuvre tels que des fossés enherbés, des bassins de rétention-décantation (potentiellement végétalisés) ou des filtres à sables. Ces dispositifs présentent des performances bien souvent supérieures à celles observées au niveau des ouvrages de type séparateur-débourbeur. Le recours à ces techniques alternatives devra s'accompagner de la fourniture d'une note de dimensionnement au service de gestion des eaux pluviales.

Pour le rejet des eaux issues d'aire de lavage, d'aire de distribution de carburants, d'atelier mécanique, de carrosserie ou de site industriel, des prescriptions particulières de traitement pourront être imposées et feront l'objet d'une convention spéciale de déversement.

6.11. Récupération des eaux pluviales

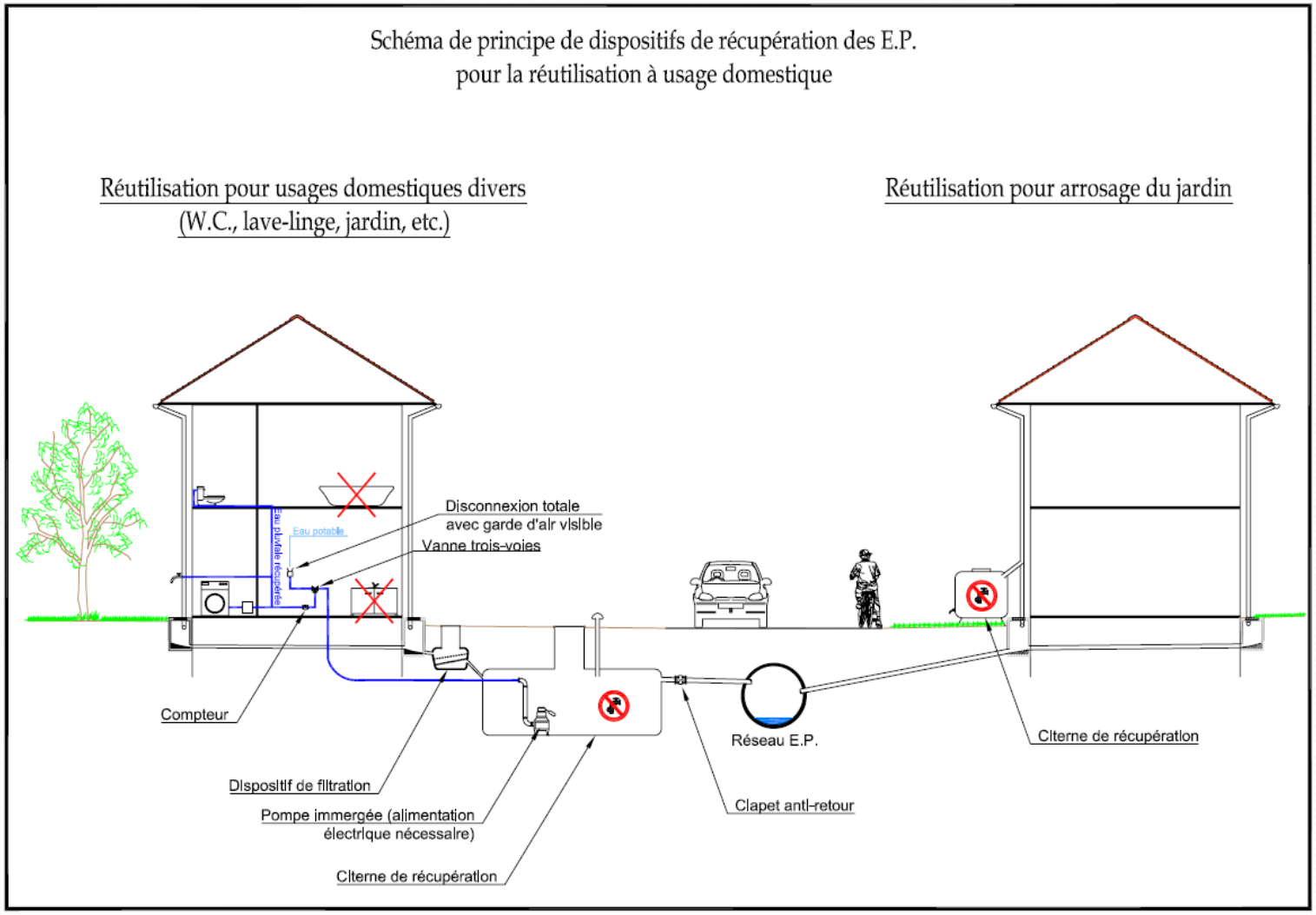
Il convient de distinguer la rétention et la récupération des eaux pluviales qui sont deux procédés à vocations fondamentalement différentes. En effet, la rétention (stockage temporaire des eaux, et évacuation continue à débit régulé) sert à assurer un fonctionnement pérenne des réseaux et cours d'eau en limitant les débits, alors que la récupération (stockage permanent des eaux pour réutilisation ultérieure) permet le recyclage des eaux de pluie (arrosage, WC,…) pour une économie de la ressource en eau potable. De ce fait, les deux dispositifs ne peuvent se substituer l'un l'autre.

La récupération des eaux pluviales ne peut être mise en œuvre qu'en attribuant un volume spécifique dédié à la récupération en supplément du volume nécessaire à la rétention dont le rôle est de réguler le débit des surfaces imperméabilisées collectées par le dispositif.



Pour l'arrosage des jardins, la récupération des EP est recommandée à l'aide d'une citerne étanche distincte.

Lorsque le dispositif de récupération est destiné à un usage domestique, l'installation devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté du 21/08/2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.



7. Orientations Techniques

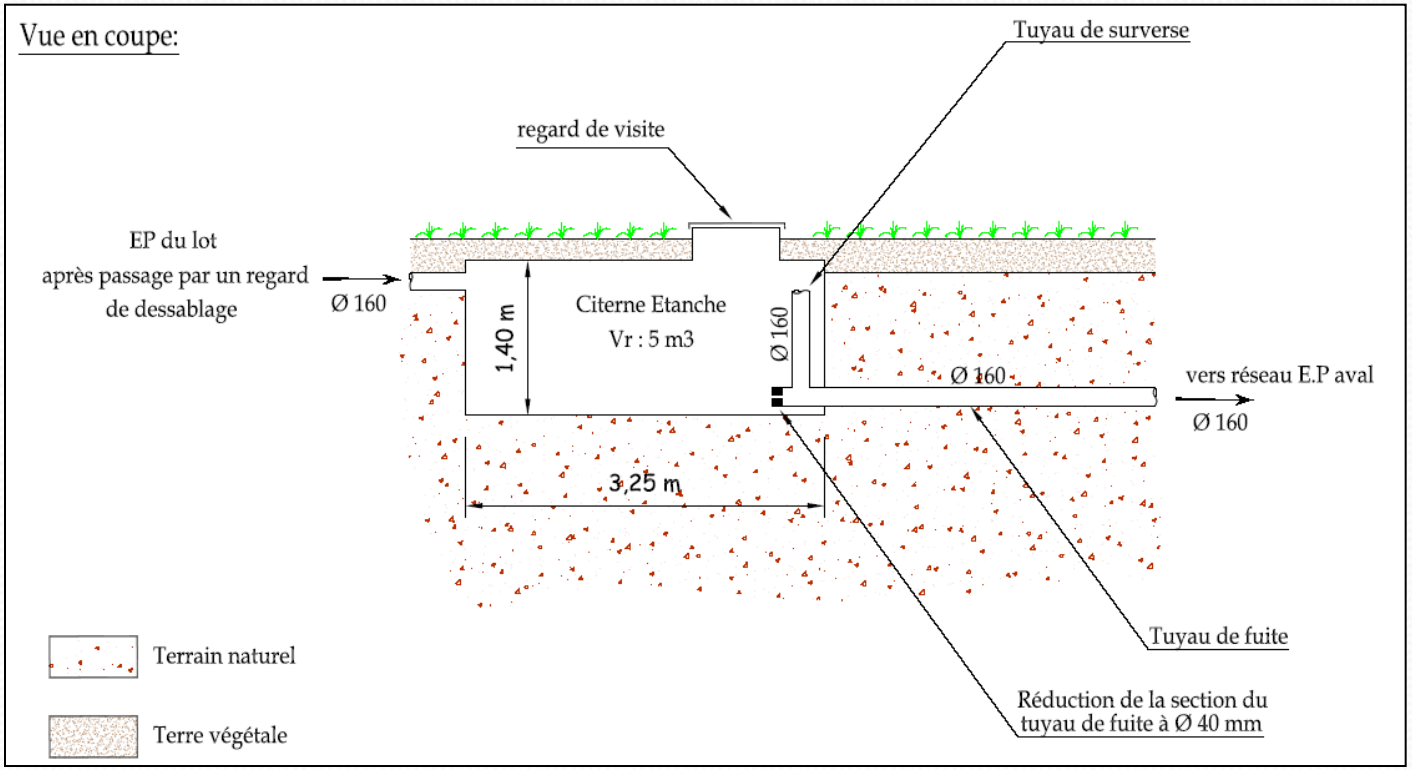
- ✓ Les diapositives suivantes présentent succinctement des dispositifs de rétention des eaux pluviales couramment mis en place.
  - L'objectif est de définir des orientations techniques.
  - Il appartient au concepteur de choisir le meilleur dispositif en fonction des caractéristiques du terrain.
  - Les éléments de dimensionnement, propres à chaque terrain, seront à déterminer par une étude spécifique.

- ✓ Ces filières permettent de répondre aux exigences et obligations imposées par :
  - la règlementation EP adoptée sur le territoire communal,
  - la nature du terrain révélée par l'étude géopédologique d'un cabinet spécialisé.

CITERNE ETANCHE AVEC DEBIT DE FUITE

Cette filière est adaptée aux terrains :

- dont la perméabilité est faible (argiles, limons argileux, moraines…),
- soumis à des problèmes d'hydromorphie et/ou de glissements (infiltration interdite),
- avec une urbanisation aval dense.

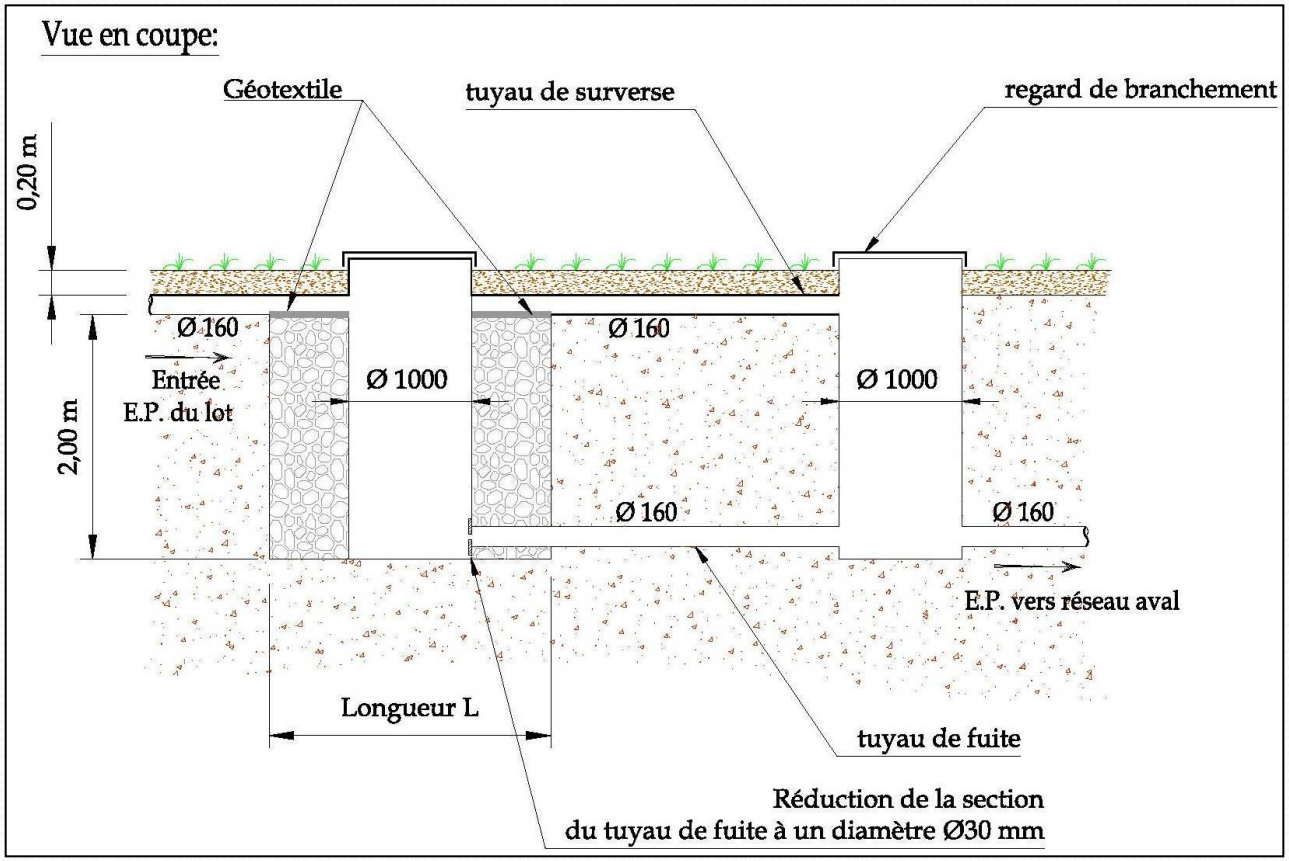


Nécessité de la présence d'un exutoire viable à proximité !

- **PUITS D'INFILTRATION AVEC DEBIT DE FUITE**

Cette filière est adaptée aux terrains :

- dont la perméabilité est globalement moyenne.



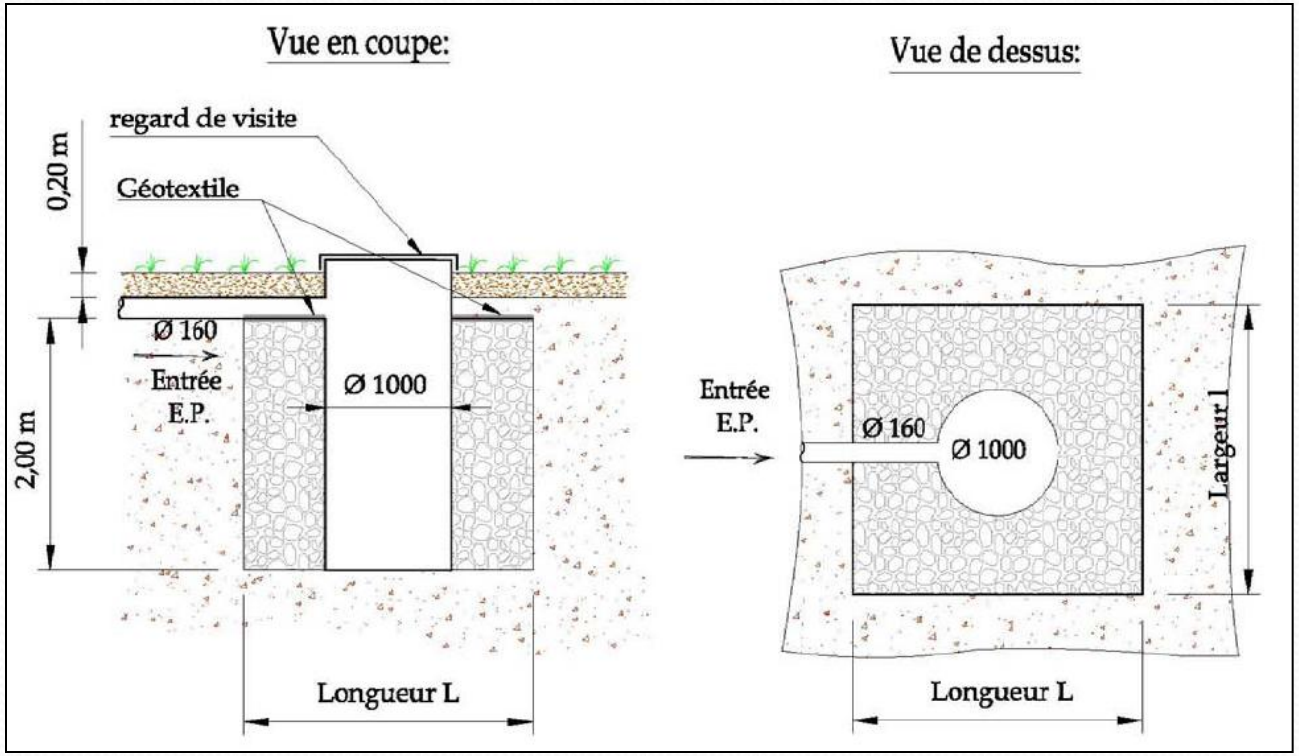
Surface nécessaire :
de 5 à 15 m²

Nécessité de la présence d'un exutoire viable à proximité !

- **PUITS D'INFILTRATION SANS DEBIT DE FUITE**

Cette filière est adaptée aux terrains :

- dont la perméabilité est globalement bonne (sables grossiers, graviers, blocs fissurés),
- ne disposant pas de contraintes constructives liées au PPRN
- dont la pente est modérée,
- avec une urbanisation aval limitée

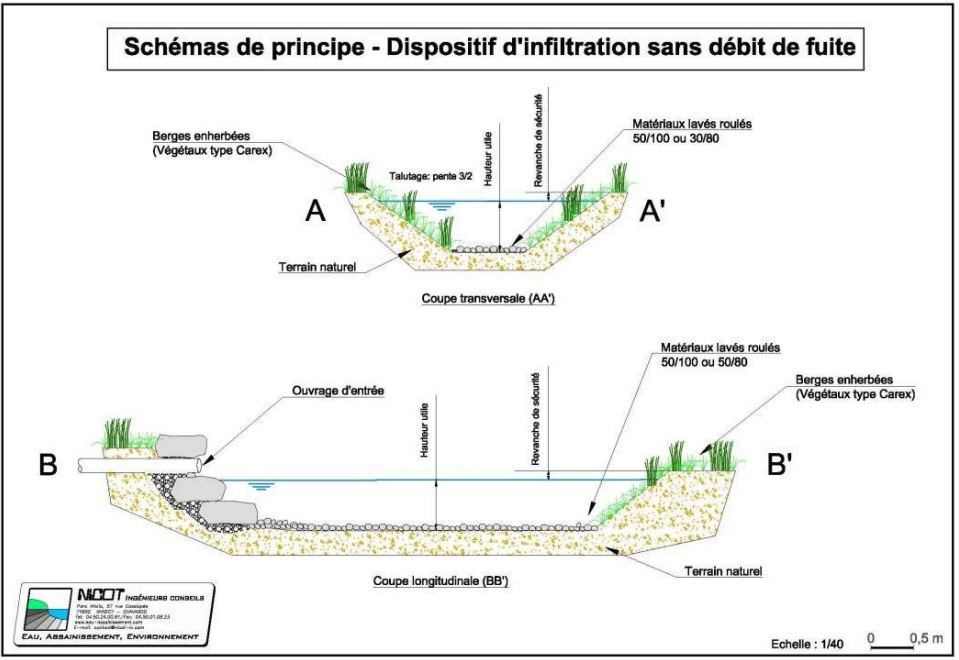


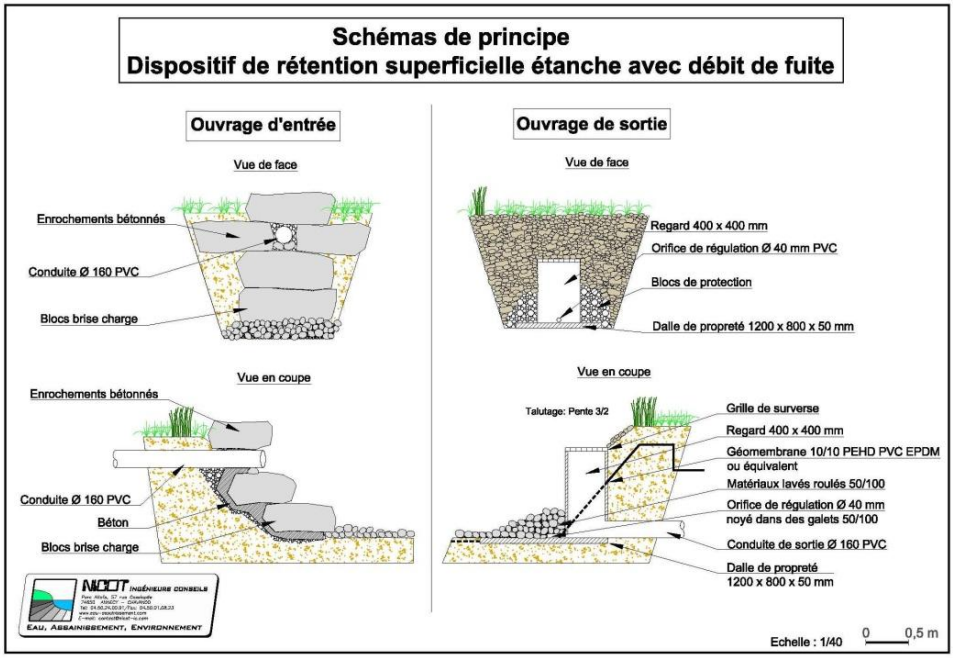
Surface nécessaire :
de 5 à 15 m²

- **OUVRAGE DE RÉTENTION SUPERFICIEL:**
  BASSIN DE RÉTENTION-INFILTRATION, NOUE , JARDIN DE PLUIE, …

Selon l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales , ce type dispositif peut être décliné sous de multiples formes:

- Avec ou Sans débit de fuite
- Avec ou Sans surverse
- Infiltration complète, partielle ou ouvrage de rétention étanche.





Surface nécessaire : de 10 à 40 m²

VOLET EAU POTABLE

Compétences

- Depuis le 1er janvier 2017, le service d'eau potable est géré par la Communauté de Communes de La Vallée de Chamonix Mont Blanc (CCVCMB) avec la Régie de l'Eau de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc (O2VCMB).
- En matière d'eau potable, la CCVCMB assure la compétence de production, distribution et stockage.
- Les missions d'exploitation sont déléguées à SUEZ Eau France pour une durée de 7 ans (échéance 31/12/2029).

Etudes existantes

- Un Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) a été réalisé en mars 2013 par la Société de Conseils, Etudes et Réalisations pour les Collectivités Locales (SCERL).
- Un Schéma Directeur de l'Alimentation en Eau Potable de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc est en cours de réalisation pat le cabinet Merlin. Il sera finalisé fin 2024.

Contexte réglementaire

- Il existe un règlement du service public de distribution d'eau potable approuvé en octobre 2021.
- De nombreux textes de loi existent, dont le décret du 20 décembre 2001, complété par l'arrêté du 6 février 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3 et R.1321-38 du code de la santé publique.

Ces textes fixent les limites et références de qualité pour les eaux de consommation et les eaux brutes destinées à la production d'eau à partir de paramètres biologiques et chimiques.

Ces textes reprennent pour l'essentiel les dispositions de la directive européenne 2020/2184.

- Le Grenelle 2, à travers le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 prend les dispositions suivantes:
  - Obligation pour les communes de produire un Schéma AEP avant le 31/12/2013 incluant:
    - Un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable
    - Un programme pluriannuel de travaux d'amélioration du réseau d'eau potable
  - Mise à jour annuelle du descriptif détaillé en mentionnant les travaux réalisés sur les réseaux
  - Possibilités d'incitations et pénalités financières de l'Agence de l'Eau et de l'Office de l'Eau.
  - Objectif de rendement du réseau (R):

$$\mathbf{R \geq 85\ \%}$$

ou

$$R \geq \left[\left(\frac{ILC\ (*)}{5}\right) + 65\right]\%$$

(*) ILC = indice linéaire de consommation

$$ILC = \frac{\text{Vol moy journalier consommé et vendu } (m^3/j)}{\text{linéaire réseaux (km)}}$$

Production d'eau potable

- Les ressources intervenant dans l'alimentation en eau potable de Chamonix correspondent à 9 captages gravitaires, toutes situées sur le territoire de Chamonix Mont-Blanc :

• Le captage du Lac de Charamillon • Le captage du Caiset	Réseau du Tour
• Le captage du Tunnel de Montroc	Réseau d'Argentière
• Le forage des Chosalets • Le captage des Iles • Le forage de la Joux • Le captage du Chapeau • Le forage du Betty	Réseau de Chamonix Bourg
• Le captage du Nant Provent	Réseau des Pélerins

- Il n'existe pas de maillage avec les communes voisines.

Situation administrative des captages

OUVRAGES	AVIS HYDROGEOLOGUE	DATE de la DUP
Captage du Lac de Charamillon	15/11/1986	29/08/1995
Captage du Caiset	20/08/1992	29/08/1995
Captage du Tunnel de Montroc	15/11/1986	29/08/1995
Forage des Chosalets	20/08/1992	29/08/1995
Captage des Iles	20/08/1992	29/08/1995
Forage de la Joux	*20/08/1992*	29/08/1995
Captage du Chapeau	15/11/1986	29/08/1995
Forage le Betty	15/11/1986	29/08/1995
Captage du Nant Provent	20/08/1992	29/08/1995

NB: la procédure de DUP est rendue obligatoire par la loi sur l'eau de 1992. Cet acte précise les interdictions et réglementations de tous ordres nécessaires à la protection du point d'eau et donne tout pouvoir au Maire pour les faire respecter. L'indice de protection des ressources de Chamonix est de 80 % (Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)

Les réseaux

Le réseau d'alimentation en eau potable est scindé en 4 grandes entités connectées entre elles :

- le réseau du Tour,
- le réseau d'Argentière,
- le réseau de Chamonix-bourg,
- Et le réseau des Pèlerins.

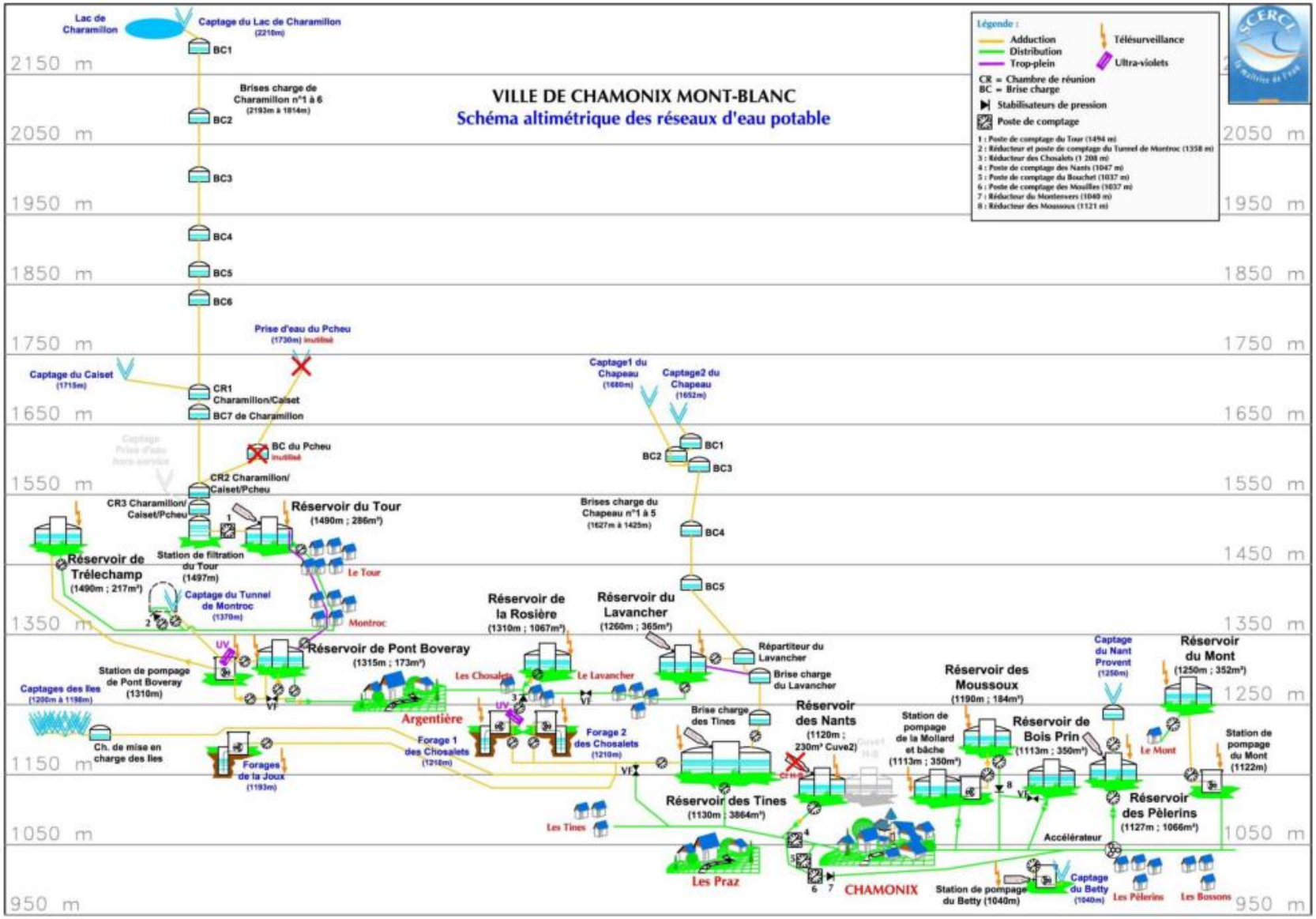
- Le réseau du Tour est alimenté en eau potable depuis le captage du Lac de Charamillon et depuis le captage du Caiset. Les eaux de ces captages sont rassemblées puis traitées dans la station de filtration du Tour. Les eaux filtrées sont collectées dans le réservoir du Tour. Ce réservoir est en équilibre avec le réservoir de Tréléchamp. L'alimentation du réservoir de Tréléchamp est, en complément, assurée par la station de pompage de Pont Boveray.

- Le réseau d'Argentière dispose d'une propre ressource en eau potable: le captage du tunnel de Montroc. Il est également alimenté depuis les réseaux voisins par le trop-plein du réservoir du Tour et les eaux des forages des Chosalets n°1. Ces dernières et les eaux du captage du tunnel de Montroc sont acheminées dans le réservoir de Pont Boveray. Il dessert le hameau d'Argentière. Le reservoir de la Rosière collecte les eaux du forage des Chosalets n°1 et dessert les hameaux d'Argentière et des Chosalets.

- Le réseau de Chamonix-Bourg dessert la grande majorité de la commune depuis le hameau des Tines jusqu'aux Pélerins. Il est alimenté au moyen de plusieurs ressources : le forage des Chosalets n°1 et 2, le captage des Iles et le forage de La Joux. Tous se réunissent et desservent le réservoir des Tines. Les captages du Chapeau n°1 et n°2 alimentent le réservoir du Lavancher et le réservoir des Tines. Ce réservoir distribue de l'eau au hameau du Lavancher. Les volumes excédentaires sont transférés depuis le réservoir par une conduite de trop-plein jusqu'au réservoir des Tines. Le captage du Betty alimente les réseaux de Chamonix-bourg par l'intermédiaire de la station de pompage du Betty, les eaux sont refoulées directement dans le réseau de distribution. Plusieurs petits réservoirs éparpillés sur les coteaux de chaque côté de la vallée sont desservis depuis le réservoir des Tines via les réseaux de distribution : réservoir des Nants, réservoir des Moussoux.

- Le réseau des Pèlerins est alimenté en eau potable depuis le captage du Nant Provent. Les eaux de ce captage sont collectées dans le réservoir des Pèlerins. Le remplissage de ce réservoir peut être renforcé depuis le réseau de distribution des Tines par l'accélérateur des Pèlerins. Le réservoir du Mont est alimenté depuis le réseau de distribution des Tines par l'intermédiaire de la station de pompage du Mont.

Synoptique du réseau d'eau potable



source: SDAEP SCERCL – Mars 2013

Les réseaux

- <u>Caractéristiques du réseau de distribution:</u>

  - Les réseaux publics sont principalement constitués de tuyaux en fonte dont le diamètre nominal (DN) varie de 60 à 100 mm. La majeure partie du réseau est en DN 100 ou supérieur.

  - L'ensemble des réseaux fonctionne majoritairement par gravité. Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est d'environ **113 kilomètres**.

  - Le rendement du réseau public du territoire de la CCVCMB s'élève à **78,1 %** (valeur 2023 issue du RPQS). Les objectifs définis par le Grenelle II sont atteints (69,92 %) mais ce rendement peut être amélioré.

  - Les volumes mis en distribution sont mesurés grâce à un dispositif de télégestion.

Les réseaux

- Le maintien des performances du réseau est une action permanente qui s'exerce, d'une part, à travers la programmation régulière de travaux de renouvellement et de renforcement et, d'autre part, par la surveillance de l'état des équipements.

- Le réseau de distribution public de Chamonix est découpé en 4 unités de distribution, alimentées par une ou plusieurs ressources et maillées entre elles. Cette configuration garantie la sécurisation du réseau en matière de distribution.

⇒ Un projet de maillage avec la commune des Houches est en réflexion.

⇒ La construction d'un réservoir est à l'étude afin de sécuriser le bas de la vallée. Il permettrait de récupérer l'eau du captage du Betty.

- En général, de nombreuses canalisations ont été renouvelées et sont renouvelées lors de travaux de voirie ou d'assainissement.

➲ D'une manière générale, le réseau est suffisamment dimensionné pour couvrir les besoins actuels et futurs des principaux lieux de vie.

➲ Dans les hameaux où les conduites sont sous-dimensionnées sur le réseau communal, elles devront être changées conjointement au développement de l'urbanisation.

Evolution population permanente / abonnés

- Population:
  - La commune de Chamonix a une population permanente de +/- 8 972 habitants permanents en 2024 (PADD – Avril 2024).
  - Cette population connait des variations saisonnières avec un afflux touristique en période hivernale et estivale. Le nombre de lits touristiques est de 82 000 lits environ.

- Nombre d'abonnés:
  - La commune de Chamonix compte 6 665 abonnés en 2023 (donnée RPQS 2023).

- Le PLU de Chamonix prévoit un taux de croissance de 1 %. Ainsi :
  - On tablera sur une évolution probable de la population globale à l'horizon 2034 de:
    > (+/-) 9 911 habitants permanents.
  - On tablera sur une évolution probable de la population globale à l'horizon 2039 de:
    > (+/-) 10 416 habitants permanents.

Bilan des ressources

La commune est alimentée en eau potable par 9 ressources distinctes :

Ressources	Débit d'étiage ou débit max prélevable autorisé
Captage du Lac de Charamillon	Débit d'étiage: 40 m3/j
Captage du Caiset	
Captage du Tunnel de Montroc	Débit d'étiage: 180 m3/j
Captage des Iles	Débit d'étiage: 200 m3/j
Captage du Chapeau	Débit d'étiage: 380 m3/j
Captage du Nant Provent	Débit d'étiage: 200 m3/j
Forage des Chosalets (n°1 et 2)	débit maximal prélevable autorisé selon la DUP du 29/08/1995 est de 2 x 4 800 m3/j
Forage de la Joux	débit maximal prélevable autorisé selon la DUP du 29/08/1995 est de 4 800 m3/j
Captage du Betty	Absence de donnée

Bilan Besoin/Ressources *(Données issues du SDAEP de 2025 – Groupe MERLIN)*

Le Bilan Besoins/Ressources est :

- Excédentaire si les besoins sont inférieurs à 80% de la production mobilisable ;
- Équilibré si les besoins sont compris entre 80 et 90% de la ressource mobilisables ;
- Limité si les besoins sont supérieurs à 90 % de la ressource mobilisable ;
- Déficitaire si les besoins sont égaux ou supérieurs à la ressource mobilisable.

Commune	Actuel		2030		2035		2040		2045	
	Moyenne	Pointe	Moyenne	Pointe	Moyenne	Pointe	Moyenne	Pointe	Moyenne	Pointe
Utilisation de la ressource mobilisable (rendement évolutif)										
Chamonix 1	28%	46%	27%	45%	27%	45%	28%	46%	28%	46%
Chamonix 2	46%	76%	44%	73%	45%	74%	45%	75%	46%	76%
Les Houches 1	34%	81%	33%	79%	34%	81%	34%	82%	35%	84%
Les Houches 2 / Servoz	30%	60%	30%	59%	31%	61%	32%	63%	34%	66%
Servoz	27%	42%	27%	43%	29%	45%	31%	48%	33%	51%
Vallorcine (sans ASA)	26%	57%	27%	58%	27%	59%	28%	60%	28%	62%
Vallorcine (avec ASA)	56%	123%	57%	124%	57%	126%	58%	128%	59%	130%
Avec rendement constant à 78%										
Chamonix 1	29%	48%	29%	49%	30%	49%	30%	50%	30%	51%
Chamonix 2	47%	78%	48%	79%	48%	81%	49%	82%	50%	83%
Les Houches 1	34%	81%	36%	86%	37%	88%	37%	90%	38%	92%
Les Houches 2 / Servoz	30%	60%	33%	64%	34%	67%	35%	69%	37%	72%
Servoz	27%	42%	28%	43%	30%	47%	31%	49%	33%	52%
Vallorcine (sans ASA)	26%	57%	27%	59%	29%	63%	29%	65%	30%	66%
Vallorcine (avec ASA)	58%	127%	62%	135%	63%	137%	64%	139%	65%	142%

Selon les hypothèses de rendement :

- **Rendement évolutif (objectifs de rendement de SUEZ) :**
  - le BBR est considéré comme **Excédentaire / Équilibré** pour l'ensemble des secteurs et ce pour toutes des échéances considérées.
- **Rendement constant à 78% (rendement actuel à l'échelle de la CCVCMB)**, est considéré comme :
  - **Limité** en situation de pointe à horizon 2040 pour les Houches 1 (centre bourg)
  - **Excédentaire / Équilibré** pour le reste des secteurs et l'ensemble des échéances

Capacité de stockage

Les ouvrages de stockage mis en jeu pour l'alimentation en eau de la commune sont les suivants:

CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DE BOIS PRIN	350	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DE LA ROSIERE	1 000	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DE TRELECHAMPS	200	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DES MOUSSOUX	220	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DES NANTS	210	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DES PELERINS	1 000	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DES TINES	4 000	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DU LAVANCHER	300	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DU MONT	330	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_DU TOUR	210	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_POMPAGE_DE LA MOLLARD	350	m³
CHAMONIX-MONT-BLANC	RESERVOIR_POMPAGE_UV_DU PONT BOVERAY	210	m³

=> TOTAL : 8 380 m3

NB: Il est conseillé, en général, un volume minimum de réserve équivalent à une journée de production moyenne afin de pallier à une casse de conduite (temps de localisation et de réparation de la casse). Un stockage d'eau équivalent à un jour ou un jour et demi de consommation permet de réduire l'impact d'un accident ou satisfaire les besoins de pointe en période d'étiage. A l'extrême inverse, il convient de rester vigilent à la qualité de l'eau dans les réservoirs lorsque les temps de séjours sont trop longs. On considère théoriquement qu'au de là d'un temps de séjour de 3 jours, il peut exister des risques de dégradation biologique de la qualité de l'eau.

=> Sur la base des données actuelles, l'autonomie du réseau est actuellement satisfaisante.

Traitement et qualité des eaux

- Traitement :
  - Des traitements de chloration et d'UV sont réalisés sur quelques réservoirs et station de pompage.

- Contrôles :
  - De nombreux contrôles sont effectués chaque année par l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) dans le cadre des contrôles réglementaires.

  - Sur le territoire de la CCVCMB, pour l'année 2023, on constate 97% de conformité concernant le paramètre microbiologique et 98% de conformité concernant les paramètres physico-chimiques.

Sécurité Incendie

- La prévention et la lutte contre l'incendie relèvent, aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales, de la compétence communale en tant que **police spéciale du Maire**. Depuis mai 2011, le service public de la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie) **peut être totalement transféré aux intercommunalités** (art. L. 2213-32 et L. 2215-1 du CGCT).

Echelon National

- **Décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la DECI,**
- **Arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de DECI :**
  - Il définit une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des moyens de lutte contre l'incendie. Il présente un panel de solutions possibles.

Echelon Départemental

- **L'Arrêté préfectoral n°2017-0009 du 23 février 2017 portant règlement départemental de DECI de la Haute-Savoie (RDDECI 74):**
  - Il fixe les règles adaptées aux risques du département.

Echelon Communal ou Intercommunal

- **L'Arrêté municipal ou communautaire de définition de la D.E.C.I (article R. 2225-4 du C.G.C.T.) :**
  - Obligatoire dans les 2 ans suivant la parution de l'Arrêté préfectoral de DECI.
  - Mise en place d'un service public de DECI distinct du service AEP (budget séparés),
  - Il identifie les risques à prendre en compte sur le territoire concerné (inventaire du risque bâtimentaire),
  - Précise la liste des points d'eau disponibles pour la DECI sur la commune ou l'intercommunalité,
  - Proportionne les débits cibles en fonction du risque à défendre.
- **Le Schéma communal ou intercommunal de D.E.C.I :**
  - Facultatif mais vivement conseillé dans les communes où la D.E.C.I est insuffisante.
  - Document d'analyse et de planification de la D.E.C.I au regard des risques d'incendie présents et à venir.
  - Il permet la mise en place d'une programmation de travaux d'évolutions / amélioration des la DECI en fonction du risque actuel et futur.

Sécurité Incendie

➢ **Les règles d'implantation de la DECI :**

- La qualification des différents risques à couvrir est précisé dans le règlement départemental et précisé à l'échelon communal dans l'arrêté municipal de DECI. Des grilles de couverture existent selon la nature du risque à défendre.

- Les risques courants dans les zones composées majoritairement d'habitations sont répartis de la façon suivante : Risques courants faibles pour les hameaux, écarts … ;
  - Risques courants ordinaires pour les agglomérations de densité moyenne ;
  - Risques courants importants pour les agglomérations à forte densité.

  Les grilles de couverture et la définition de la DECI nécessaire pour défendre le risque est précisé à l'annexe 1 du RDDECI (tableau ci-contre).

- Les risques particuliers sont composés d'établissements recevant du public, d'établissements industriels, d'exploitations agricoles, de zones d'activité économiques… Les grilles de couverture et la définition de la DECI nécessaire pour défendre le risque est précisé aux annexes 2 à 6 du RDDECI.

BÂTIMENTS D'HABITATIONS

RISQUES A DEFENDRE				BESOIN MINIMAL EN EAU			POINTS D'EAU INCENDIE (PEI)	
				Débit horaire requis	Durée d'extinction	Volume réserve incendie	Nombre autorisé(s)	Distance maximale autorisée
Risque courant faible	Chalet d'alpage, habitation individuelle de montagne	Inaccessibles par des voies carrossables tout ou partie de l'année aux engins de lutte contre l'incendie; Isolées de plus de 8m de tout bâtiment (§ 1.2.1. du RDDECI)		néant	néant	10 m3 minimum	1	50 m
Risque courant faible	Habitations individuelles	Isolées (distance ≥ 8 m de tout bâtiment) type habitat dispersé	Surface ≤ 250 m²	30 m³/h	1 heure	30 m³	1	400 m
			Surface > 250 m²		2 heures	60 m³		
Risque courant ordinaire		Non isolées (distance< 8 m de tout bâtiment) Jumelées ou en lotissement		60 m³/h	2 heures	120 m³	1	150 m(2)
		En bande						
	Habitations collectives	Hauteur R+3 maxi		60 m³/h	2 heures	120 m³	1	
Risque courant important		Hauteur R+7 max (3ème famille A)		120m³/h	2 heures	240 m³	2	1er à moins de 150 m(2) 2ème à 200m maxi
		3ème famille B (R+7 max) 4ème famille (hauteur entre 28 et 50m) IGH habitation (hauteur >50m)		120m³/h	2 heures	240 m³	2	

Sécurité Incendie

- Diagnostic:

Aucun arrêté municipal de DECI n'a été pris sur la commune de Chamonix.

- **+/- 302 hydrants** couvrent la majeure partie du territoire urbanisé.
- La commune ne possède pas d'arrêté de DECI. Elle devra prendre contact avec le SDIS afin de réaliser la carte de l'état bâtimentaire qui permettra de définir les niveaux de risque à prévenir pour chaque bâtiment du territoire communal. Suite à la réalisation de cette carte, il conviendra de coupler les données, débit mesuré des poteaux d'incendie avec la distance entre chaque poteau et habitation et ainsi de définir les secteurs insuffisants en couverture de DECI.

➧ **La Commune améliorera le niveau de connaissance de la défense incendie et la confortera le cas échéant au fur et à mesure du développement de l'urbanisation.**

- ***Remarques :***
  - *L'implantation de bouches d'incendie est déconseillée en Haute-Savoie. Les intempéries hivernales (neige) gênent, voire empêchent le repérage et l'accès à ces équipements.*
  - *A titre exceptionnel des bouches de 100 mm pourront être installées sous réserve que la demande d'implantation soit expressément autorisée par le SDIS 74.*
  - *Quelles que soient les modalités de calcul, le débit requis ne devra pas excéder 480 m³/h, soit une réserve de 960 m³, qui correspond à la capacité de réponse opérationnelle maximale du SDIS 74.*
  - *Concernant l'entretien des PEI : Le SDIS 74 et les différents services DECI s'entendent afin d'organiser l'alternance des contrôles techniques et des reconnaissances opérationnelles. Ils sont réalisés par moitié tous les 2 ans alternant reconnaissances opérationnelle (vérification de la présence d'eau) réalisées par le SDIS. et contrôles techniques (mesures débits/pression) réalisés par la collectivité. De cette façon chaque PEI est visité tous les ans.*

Améliorations à venir

- Les projets d'améliorations du réseau de distribution sur la commune portent essentiellement sur:
  - Le renforcement et le renouvellement de conduites afin de garantir une meilleure alimentation de l'existant.
  - L'extension ou le renforcement de réseaux lors de projets d'urbanisation.
  - Le renforcement de la Défense Incendie dans les zones de développement.

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

CHAMONIX-MONT-BLANC

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc

******

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires

Volet : Eau Potable

Schéma de distribution d'eau potable (article L.2224-7-1 du CGCT)

Planche Nord

Réseau AEP :

- Réseau AEP d'adduction
- Réseau AEP de distribution
- Réservoir
- Poste de refoulement
- Poteau d'incendie

Divers :

- Zone OAP
- Contour PLU (zones U et AU)
- PI PR PE — Périmètre de protection de captage (PI immédiat, PR rapproché, PE éloigné)
- Bâtiment alimenté par une source privée
- Bâtiment desservi par le réseau public d'alimentation en eau potable

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_AEP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

N

Habitations et refuges hors plan alimentés par une source privée:
- refuge des cosmiques,
- Aiguille du Midi gare supérieure,
- refuge des Grands Mulets,
- refuge du Requin,
- refuge Leschaux,
- refuge du Couvercle,
- refuge Envers des Aiguilles,
- refuge de la Charpoua,
- refuge d'Argentière,
- Gare supérieure des Grands Montets,
- refuge Albert 1er,
- refuge du Lac Blanc,
- refuge Bellachat

Captage du Caisel

Captage du Lac de Charamillon

Réservoir du Tour
V total = 288 m3

Prise d'eau du Pcheu

Captage du Tunnel du Montroc

Réservoir de Trélachamp
V total = 240 m3

Réservoir de Pont de Boveray
V total = 173 m3

Forages des Chosalets

Captages des Iles

Réservoir de La Rosière
V total = 1 067 m3

Forages de La Joux

Réservoir du Lavancher
V total = 365 m3

Captages du Chapeau 1 et 2

Réservoir des Tines
V total = 3 864 m3

Echelle
0 100 200 m

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

CHAMONIX-MONT-BLANC

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc

******

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires

Volet : Eau Potable

Schéma de distribution d'eau potable (article L.2224-7-1 du CGCT)

Planche Sud

Réseau AEP :

- Réseau AEP d'adduction
- Réseau AEP de distribution
- Réservoir
- Poste de refoulement
- Poteau d'incendie

Divers :

- Zone OAP
- Contour PLU (zones U et AU)
- PI / PR / PE — Périmètre de protection de captage (PI immédiat, PR rapproché, PE éloigné)
- Bâtiment alimenté par une source privée
- Bâtiment desservi par le réseau public d'alimentation en eau potable

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_AEP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

Habitations et refuges hors plan alimentés par une source privée:
- refuge des cosmiques,
- Aiguille du Midi gare supérieure,
- refuge des Grands Mulets,
- refuge du Requin,
- refuge Leschaux,
- refuge du Couvercle,
- refuge Envers des Aiguilles,
- refuge de la Charpoua,
- refuge d'Argentière,
- Gare supérieure des Grands Montets,
- refuge Albert 1er,
- refuge du Lac Blanc,
- refuge Bellachat

Réservoir des Nants
V total = 231 m3

Réservoir du Mollard
Bâche refoulement
vers le réservoir des Mossoux

Réservoir des Moussoux
V total = 184 m3

Réservoir de Bois Prins
V total = 350 m3

Réservoir des Pèlerins
V total = 1 066 m3

Réservoir du Mont
V total = 1 250 m3

Captage du Betty

Captage du Nant Provent

Echelle
0 100 200 m

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

CHAMONIX-MONT-BLANC

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires
Volet : Eaux Pluviales - Diagnostic

Planche Nord

Réseau EP :

- Réseau EP
- Réseau unitaire

Divers :

- Zone humide
- Contour PLU (Zones U et AU)
- Zone OAP
- Réseau hydrographique
- Bâtiment à titre indicatif

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altais, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

CHAMONIX-MONT-BLANC

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires
Volet : Eaux Pluviales - Diagnostic

Planche Sud

Réseau EP :

- Réseau EP
- Réseau unitaire

Divers :

- Zone humide
- Contour PLU (Zones U et AU)
- Zone OAP
- Réseau hydrographique
- Bâtiment à titre indicatif

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

N

Echelle
0 100 200 m

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

CHAMONIX-MONT-BLANC

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires
Volet : Eaux Pluviales - Réglementation

Planche Nord

En application de l'article L2224-10 du CGCT - Alinéa 4

"Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

Réseau EP :

- Réseau EP
- Réseau unitaire

Divers :

- Zone humide
- Contour PLU (Zones U et AU)
- Zone OAP
- Réseau hydrographique
- Bâtiment à titre indicatif

Réglementation :

Article 2224-10 du CGCT - Alinéa 3

Zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement :

Zone de gestion individuelle :

Gestion des EP à la parcelle ou de la zone

- La mise en place d'un dispositif de rétention / infiltration est obligatoire à l'échelle de la parcelle
- Se reporter à la légende "Aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales" pour identifier le dispositif à mettre en place

Débit de fuite réglementaire:

Lorsqu'un système de gestion des EP nécessite un rejet vers un exutoire naturel ou non, celui-ci doit respecter le débit de fuite réglementaire, Qf, définit pour l'ensemble du territoire communal.
Si la surface du projet est :
- supérieure ou égale à 1 ha alors Qf = 10 l/s/ha
- inférieure à 1 ha alors Qf = 3 l/s

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

APTITUDE des SOLS à l'INFILTRATION des EAUX PLUVIALES

Vert: Aptitude bonne à l'infiltration :
-> L'infiltration est obligatoire,
-> Dispositif d'infiltration avec ou sans surverse.

Vert 2 : Aptitude moyenne à l'infiltration, mais :
-> Grande surface disponible,
-> Absence de risque à l'aval,
-> Dispositif d'infiltration avec surverse obligatoire et débit de fuite potentiel.

Orange : Aptitude moyenne à l'infiltration :
-> L'infiltration doit être envisagée, mais doit être confirmée au permis de construire par une étude géopédologique et hydraulique à la parcelle.
- si l'infiltration est possible, elle est obligatoire : Dispositif d'infiltration avec ou sans surverse.
- si l'infiltration est impossible : Dispositif de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.

Rouge : Aptitude mauvaise à l'infiltration (forte densité de l'urbanisation, risques naturels, périmètre de protection de captages, ...)
-> L'infiltration des eaux pluviales est déconseillée.
-> Dispositifs de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.

Rouge hachuré :
-> L'infiltration des eaux pluviales est déconseillée de manière générale.
-> Dispositifs de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.
-> Gestion des pluies courantes envisageable. (Etude spécifique recommandée)

Remarque : Ce document est basé sur l'urbanisation actuelle.
Tout projet de densification de l'urbanisation (division parcellaire, projet d'extension, de construction spécifique, etc...) est susceptible de remettre en cause les filières d'infiltration proposées.
Le cas-échéant, une étude spécifique devra valider le mode de gestion des Eaux Pluviales.

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

CHAMONIX-MONT-BLANC

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires
Volet : Eaux Pluviales - Réglementation

Planche Sud

En application de l'article L2224-10 du CGCT – Alinéa 4

"Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

Réseau EP :

- Réseau EP
- Réseau unitaire

Divers :

- Zone humide
- Contour PLU (Zone U et AU)
- Zone OAP
- Réseau hydrographique
- Bâtiment à titre indicatif

Réglementation :

Article 2224-10 du CGCT – Alinéa 3

Zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement :

Zone de gestion individuelle :

Gestion des EP à la parcelle ou de la zone

– La mise en place d'un dispositif de rétention / infiltration est obligatoire à l'échelle de la parcelle
– Se reporter à la légende "Aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales" pour identifier le dispositif à mettre en place

Débit de fuite réglementaire:

Lorsqu'un système de gestion des EP nécessite un rejet vers un exutoire naturel ou non, celui-ci doit respecter le débit de fuite réglementaire, Qf, définit pour l'ensemble du territoire communal. Si la surface du projet est :
– supérieure ou égale à 1 ha alors Qf = 10 l/s/ha
– inférieure à 1 ha alors Qf = 3 l/s

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EP_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY – CHAVANOD
Tel. 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

APTITUDE des SOLS à l'INFILTRATION des EAUX PLUVIALES

Vert: Aptitude bonne à l'infiltration :
-> L'infiltration est obligatoire,
-> Dispositif d'infiltration avec ou sans surverse.

Vert 2 : Aptitude moyenne à l'infiltration, mais :
-> Grande surface disponible,
-> Absence de risque à l'aval,
-> Dispositif d'infiltration avec surverse obligatoire et débit de fuite potentiel.

Orange : Aptitude moyenne à l'infiltration :
-> L'infiltration doit être envisagée, mais doit être confirmée au permis de construire par une étude géopédologique et hydraulique à la parcelle,
- si l'infiltration est possible, elle est obligatoire : Dispositif d'infiltration avec ou sans surverse.
- si l'infiltration est impossible : Dispositif de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.

Rouge : Aptitude mauvaise à l'infiltration (forte densité de l'urbanisation, risques naturels, périmètre de protection de captages, ...)
-> L'infiltration des eaux pluviales est déconseillée.
-> Dispositifs de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.

Rouge hachuré :
-> L'infiltration des eaux pluviales est déconseillée de manière générale.
-> Dispositifs de rétention étanche avec débit de fuite et surverse obligatoire.
-> Gestion des pluies courantes envisageable. (Etude spécifique recommandée)

Remarque : Ce document est basé sur l'urbanisation actuelle.
Tout projet de densification de l'urbanisation (division parcellaire, projet d'extension, de construction spécifique, etc...) est susceptible de remettre en cause les filières d'infiltration proposées.
Le cas-échéant, une étude spécifique devra valider le mode de gestion des Eaux Pluviales.

N

Echelle
0 100 200 m

200 m

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc

******

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires

Volet : Eaux Usées

Planche Nord

Zone d'assainissement collectif :

- Réseau EU séparatif
- Réseau unitaire
- Déversoir d'orage existant
- Poste de refoulement

Les bâtiments non cerclés en vert sont considérés en Assainissement Collectif

Zone d'assainissement non collectif :

- Assainissement non collectif

Divers :

- Contour PLU (zones U et AU)
- Périmètre de protection de captage (PI immédiat, PR rapproché, PE éloigné)
- Zone humide (inventaire départemental)
- Réseau hydrographique

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EU_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Alpa, 74 rue Chavade
74000 ANNECY cedex 1 - CHAMBÉRY
Tél. 04 50 88 00 00
www.nicot-ingenierie.com
n° TVA intracommunautaire : FR 77 775 691 396
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

Habitations et refuges hors plan zonées en ANC:
- refuge des cosmiques,
- Aiguille du Midi gare supérieure,
- refuge des Grands Mulets,
- refuge du Requin,
- refuge Leschaux,
- refuge de Tricot,
- refuge Envers des Aiguilles,
- refuge de la Charpoua,
- refuge d'Argentière,
- Gare supérieure des Grands Montets,
- refuge Albert 1er,
- refuge du Lac Blanc,
- refuge Bellachat

Torrent du Brouillet

Torrent du Brouillet

Torrent des Fontanettes

Torrent de la Pendant

Torrent du Chapeau

L'Arveyron

DEPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE (74)

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC

CHAMONIX MONT-BLANC

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc

******

Commune de CHAMONIX

Annexes Sanitaires

Volet : Eaux Usées

Planche Sud

Zone d'assainissement collectif :

- Réseau EU séparatif
- Réseau unitaire
- Déversoir d'orage existant
- Poste de refoulement

Les bâtiments non cerclés en vert sont considérés en Assainissement Collectif

Zone d'assainissement non collectif :

- Assainissement non collectif

Divers :

- Contour PLU (zones U et AU)
- Périmètre de protection de captage (PI immédiat, PR rapproché, PE éloigné)
- Zone humide (inventaire départemental)
- Réseau hydrographique

Habitations et refuges hors plan zonées en ANC:
- refuge des cosmiques,
- Aiguille du Midi gare supérieure,
- refuge des Grands Mulets,
- refuge du Requin,
- refuge Leschaux,
- refuge du Couvercle,
- refuge Envers des Aiguilles,
- refuge de la Charpoua,
- refuge d'Argentière,
- Gare supérieure des Grands Montets,
- refuge Albert 1er,
- refuge du Lac Blanc,
- refuge Bellachat

Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire en date du 26/02/2026 approuvant le PLU de la commune de Chamonix.

Monsieur le Président

Date : Février 2026
Echelle: 1/7500
Fichier: AS_EU_Chamonix.dwg
Dessin: S. BRUN

NICOT INGÉNIEURS CONSEILS
Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée
74650 ANNECY - CHAVANOD
Tel: 04.50.24.00.91
www.eau-assainissement.com
E-mail: contact@nicot-ic.com
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT

Echelle 0 100 200 m